

INSTITUT  
MONTAIGNE



Le défi démographique :  
mythes et réalités

NOTE JUILLET 2018

Think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. À travers ses publications et les événements qu'il organise, il souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique avec une approche transpartisane. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. Association à but non lucratif, l'Institut Montaigne réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 4,5 millions d'euros.

INSTITUT  
MONTAIGNE



# Le défi démographique : mythes et réalités

NOTE - JUILLET 2018

*« Il y a trois choses importantes en histoire :  
premièrement, le nombre ; deuxièmement, le nombre ;  
et troisièmement, le nombre<sup>1</sup>. »*

---

<sup>1</sup> *Le déclin de l'empire américain*, film de Denys Arcand, 1986.

# SOMMAIRE

---

<b>Introduction .....</b>	<b>5</b>
<b>Chapitre I : Un tournant dans l'histoire de l'humanité .....</b>	<b>8</b>
<b>Chapitre II : Vers une nouvelle hiérarchie des puissances .....</b>	<b>22</b>
<b>Chapitre III : Pas assez de ressources ? .....</b>	<b>30</b>
<b>Chapitre IV : Un « arc de crise » autour de l'Europe .....</b>	<b>38</b>
<b>Chapitre V : Des migrations inévitables ? .....</b>	<b>44</b>
<b>Chapitre VI : Eurasie : le défi sociétal .....</b>	<b>63</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>74</b>



# INTRODUCTION

---

La question démographique a bien changé.

Au début des années 1980, « l'explosion démographique » était au centre des conversations. Depuis, tous nos repères ont été bousculés. L'entrée dans la modernité démographique des pays en développement est intervenue plus tôt que prévu, mais l'accroissement futur de la population de l'Afrique a été réévalué à la hausse ; le vieillissement des pays industrialisés est devenu de plus en plus préoccupant, alors que seule l'Amérique semble rester une exception durable.

À l'époque, on s'inquiétait de la capacité de la Terre à nourrir l'humanité au XXI<sup>e</sup> siècle ; aujourd'hui, les différentes conséquences des changements climatiques sont inséparables du débat sur la question de la population et des ressources.

À l'époque, nombre de pays européens voyaient dans la figure de « l'immigré arabe » le coupable de tous les maux ; aujourd'hui, c'est le « réfugié musulman » qui cristallise les peurs.

À l'époque, on s'interrogeait sur les voies et moyens d'un retour au plein emploi après ce que l'on appelait « la crise » ; aujourd'hui, la question de l'avenir des régimes de protection sociale dans des États vieillissants est au centre du débat.

Prise dans son sens le plus large, la question démographique est au cœur de toutes les grandes problématiques sociétales contemporaines : ressources, climat, conflits, migrations, urbanisation, croissance, éducation, emploi, retraites, santé... La démographie est un sport de combat politique : données et projections en sont les armes.

Le texte qui suit présente les faits, les enjeux et les conséquences géopolitiques des évolutions démographiques qui se dessinent, alors que nous vivons, en ce début de siècle, une période absolument exceptionnelle dans l'histoire humaine du point de vue de l'évolution de la population mondiale.

Refusant l'angélisme comme le catastrophisme, il décrit la révolution démographique qui s'annonce (chapitre I), ainsi que le changement dans la hiérarchie des puissances qui pourrait en découler (chapitre II), puis met en cause quelques idées reçues sur la question des ressources (chapitre III). Centrant ensuite l'analyse sur l'Europe et son environnement, il porte un regard qui se veut lucide sur l'évolution prévisible des crises (chapitre IV), sur celle, cruciale, de l'avenir des migrations (chapitre V),

et sur les implications sociétales des mutations démographiques à venir. Il en tire des conclusions pour l'Europe (chapitre VI), mais ouvre également une perspective optimiste sur les conséquences à long terme de l'évolution de la population mondiale.

### La prévision démographique est-elle fiable ?

Les caractéristiques de la prévision démographique sont bien connues. Les évolutions sont lentes, les effets d'inertie sont importants. Il faut souvent plusieurs générations pour renverser une situation démographique (cf. les cas de la Russie et de la Chine discutés *infra*). Ceci rend la prévision moins incertaine qu'elle ne peut l'être dans d'autres domaines.

Toutefois, deux éléments tempèrent la portée de ce principe. D'une part, sur la longue durée (plusieurs décennies), les changements peuvent être spectaculaires : ainsi en est-il de l'effondrement de la fécondité dans les pays qui se modernisent, comme cela a été le cas au Brésil, en Tunisie, ou en Inde, où l'indicateur synthétique de fécondité (ISF)<sup>2</sup> a été divisé par trois depuis le début des années 1960. D'autre part, les grandes vagues migratoires peuvent altérer significativement la démographie d'un pays ou d'une région en quelques années (cf. par exemple le cas de l'Italie, *infra*).

De plus, l'évolution des populations sur le long terme est caractérisée par ce que l'on appellerait en physique une forte sensibilité aux conditions initiales. Le volume de la population au bout de plusieurs décennies est très sensible aux petites variations de l'indice de fécondité. Ceci rend certaines prévisions plus hasardeuses sur le très long terme (disons, arbitrairement, au-delà de 2050).

Pour ces raisons, et parce que les données qui servent de base aux projections sont souvent incertaines, notamment pour les pays en développement, le scénario de référence utilisé ici (ONU, 2017, projection médiane) doit être considéré comme un ensemble de tendances probables et non comme une prévision<sup>3</sup>. Sans compter, naturellement, que la prospective, dans ce domaine comme d'autres, peut justement affecter la décision politique – et ainsi empêcher que la projection ne devienne réalité.

<sup>2</sup> L'ISF est la somme des taux de fécondité par âge d'une année.

<sup>3</sup> Sauf indication contraire, les données proviennent de l'ONU, *World Population Prospects: the 2017 Revision* (ci-après : ONU 2017), projection médiane.



L'analyse démographique ne relève pas de la physique. Dans le domaine migratoire, il convient par exemple de se méfier des raisonnements mécanistes qui font appel à des notions telles que « valve » ou « appel d'air ». Et les liens de causalité y sont rarement univoques. Par exemple, l'impact de la croissance démographique sur l'économie peut tout aussi bien être positif que négatif : cela dépend de la pyramide des âges, de la situation du marché de l'emploi, de l'environnement institutionnel, politique, légal, culturel.

La démographie n'est pas non plus déterministe, mais plutôt probabiliste. Elle n'est pas « *la destinée* », comme le voudrait un adage trop souvent cité<sup>4</sup>. Elle est rarement le principal facteur déterminant des évolutions politiques : les guerres du Liban, du Rwanda ou de Syrie n'ont pas été « causées » par des évolutions démographiques.

Enfin, au risque de l'évidence, il faut rappeler que les données de départ (recensements, évaluations des flux migratoires) sont parfois très incertaines, même si les démographes disposent d'outils pour les évaluer au mieux.

---

<sup>4</sup> « *La démographie, c'est la destinée* » : formule souvent attribuée à Auguste Comte, mais forgée par un politiste américain en 1970 – qui prévoyait, à tort, que le centre dominerait la vie politique américaine.

# UN TOURNANT DANS L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

La première décennie de notre siècle a été un tournant dans l'histoire de l'humanité. Les seniors (personnes âgées de plus de 60 ans) sont désormais plus nombreux que les enfants (de 0 à 4 ans). Les urbains sont plus nombreux que les ruraux<sup>5</sup>. Et la moyenne mondiale de l'ISF s'approche désormais du niveau nécessaire au remplacement des générations<sup>6</sup>. Le monde prend de l'âge, la « transition démographique » est en passe de s'achever. De plus, l'environnement européen est en pleine mutation : l'est du continent se vide, une partie du Moyen-Orient est entrée dans la modernité démographique, et la jeunesse africaine est en pleine expansion.

## Le vieillissement du monde

La croissance démographique est aujourd'hui de 1,1 % par an. Selon les dernières projections de l'ONU, la population mondiale, 7,55 milliards de personnes en 2017, devrait être de 8,55 milliards en 2030, 9,77 en 2050, et peut-être 11,18 en 2100<sup>7</sup>.

8

Ce tableau masque d'importantes disparités entre deux univers : d'un côté celui des puissances vieillissantes (essentiellement l'Eurasie), de l'autre, celui des pays les plus jeunes (l'Afrique notamment). Dans les décennies qui viennent, l'accroissement de la population mondiale proviendra pour moitié de la contribution d'une dizaine de pays : Inde, Nigéria, République démocratique du Congo, Pakistan, Ethiopie, Tanzanie, États-Unis, Ouganda ou Indonésie<sup>8</sup>.

Dans l'ensemble, toutefois, du fait de l'allongement de la durée de la vie et de la baisse de la natalité, on peut dire que l'humanité « *entre dans l'âge adulte* »<sup>9</sup>. La proportion des 60 ans ou plus atteint aujourd'hui 13 %, à la fois du fait de l'allongement de la durée de la vie et de la chute de la fécondité dans de nombreux pays.

<sup>5</sup> Joel E. Cohen, *How many people can the planet hold?*, Aspenia, n° 43-44, 2009, p. 40.

<sup>6</sup> Le seuil de renouvellement des générations est théoriquement de 2, mais sa valeur exacte varie selon les pays et les époques : elle dépend de l'équilibre des naissances hommes/femmes (en moyenne 105/100) et de la mortalité féminine. *Grosso modo*, la moitié de l'humanité vit aujourd'hui dans un pays dans lequel l'indice synthétique de fécondité est inférieur à ce taux.

<sup>7</sup> Avec un intervalle de confiance de 95 %, entre 9,6 et 13,2 milliards.

<sup>8</sup> ONU 2017.

<sup>9</sup> Joel E. Cohen, « *Human population grows up* », *Scientific American*, septembre 2005.

Les populations d'une cinquantaine de pays vont décliner dans les années qui viennent, notamment en Europe orientale et en Asie de l'Est, qui connaissent les taux de fécondité (ISF) les plus bas du monde (il est par exemple d'1,2 à Taiwan). Le Japon, qui comptait 127 millions d'habitants en 2017, pourrait voir, selon l'hypothèse basse des Nations Unies, sa population décliner de près de 40 millions d'ici 2065. Il n'a vu naître que 941 000 enfants en 2017, chiffre le plus bas depuis... 1899<sup>10</sup>.

## La « Bombe P » désamorcée

Dans le monde hobbesien qui était celui de la majeure partie de l'humanité pendant des siècles – la vie était « *misérable, brutale et brève* » selon le philosophe du XVII<sup>e</sup> siècle – la très forte mortalité était équilibrée par une natalité très élevée : le remplacement des générations se faisait à environ six enfants par femme.

Aujourd'hui, la fin de ce que l'on appelle la transition démographique – le passage d'un équilibre (fécondité et mortalité élevées) à un autre (fécondité et mortalité basses), d'abord du fait de la diminution de la mortalité, puis de celle de la fécondité – se profile. Le pic du rythme de la croissance de la population mondiale a été atteint (plus de 2,05 % par an en 1965-1970). Ce rythme a décliné depuis lors (1,19 % entre 2010 et 2015). L'ISF moyen dans le monde était de 3,9 dans les années 1975-1980 ; il est estimé à 2,4 pour les années 2015-2020 et pourrait atteindre 1,9 dans les années 2095-2100<sup>11</sup>.

Cette baisse, plus rapide que ne l'avaient anticipé les démographes, qui se basaient sur l'expérience européenne et attendaient une transition plus longue, a eu des causes multiples : le développement économique (on constate une décroissance de la fécondité aux alentours d'un PIB par habitant de 1.000-2.000 USD<sup>12</sup>), la santé publique (baisse de la mortalité infantile), une agriculture plus productive et moins exigeante en bras, l'éducation des femmes<sup>13</sup>. Mais il s'agit davantage d'un cercle vertueux que d'une causalité simple et à sens unique : le développement n'est pas indispensable à la baisse de la fécondité et la baisse de la fécondité peut être un moteur de la modernisation.

<sup>10</sup> Philippe Messmer, « *La population du Japon poursuit son inquiétant déclin* », *Le Monde*, 9 janvier 2018. Avec une évolution inchangée (ce qui a peu de chances de se produire), le « dernier Japonais » mourrait aux alentours de l'an 3000.

<sup>11</sup> ONU 2017.

<sup>12</sup> « *Go forth and multiply a lot less* », *The Economist*, 31 octobre 2009.

<sup>13</sup> L'éducation des filles est à la fois une opportunité pour apprendre les bases du planning familial et, souvent, une protection contre le mariage précoce. Hervé Le Bras (entretien) in « *10 milliards d'humains, et alors ?* », *Le Monde*, 7 décembre 2017.

Se souvient-on de la « Bombe P » ? La « bombe » démographique annoncée dans l'ouvrage éponyme à succès du pessimiste Paul Ehrlich qu'il publie en 1969, et dont « l'explosion » allait inéluctablement provoquer une famine mondiale par manque de ressources ? Malheureusement pour Ehrlich : c'est au moment même où il publiait son livre que la baisse de l'ISF moyen dans le monde a commencé. 50 ans après, il est possible de dire avec certitude qu'elle n'a pas explosé. Des centaines de millions de femmes, en choisissant le nombre d'enfants qu'elles auront, ont contribué à la désamorcer<sup>14</sup>. L'amélioration des conditions de vie dans les pays en développement a d'abord conduit à un recul spectaculaire de la mortalité infantile. Puis est venue la baisse de la fécondité – elle-même partiellement due à ce recul – qui s'est traduite par un aplatissement progressif de la courbe d'accroissement de la population mondiale. En 1950-1955, une femme donnait naissance à en moyenne cinq enfants ; aujourd'hui, la moitié, et ce pourrait être moins de deux enfants d'ici à la fin du siècle.

Les 40 prochaines années de croissance rapide de la population mondiale pourraient être les dernières, la population mondiale n'augmentant ensuite que très lentement.

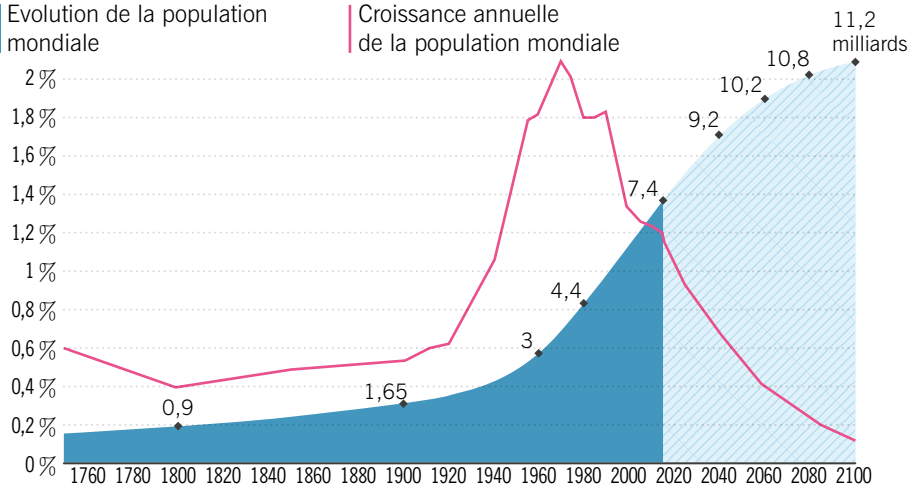
---

<sup>14</sup> Fred Pearce, *Peoplequake. Mass Migration, Ageing Nations and the Coming Population Crash*, Eden Project Books, Londres, 2010, p. 143.

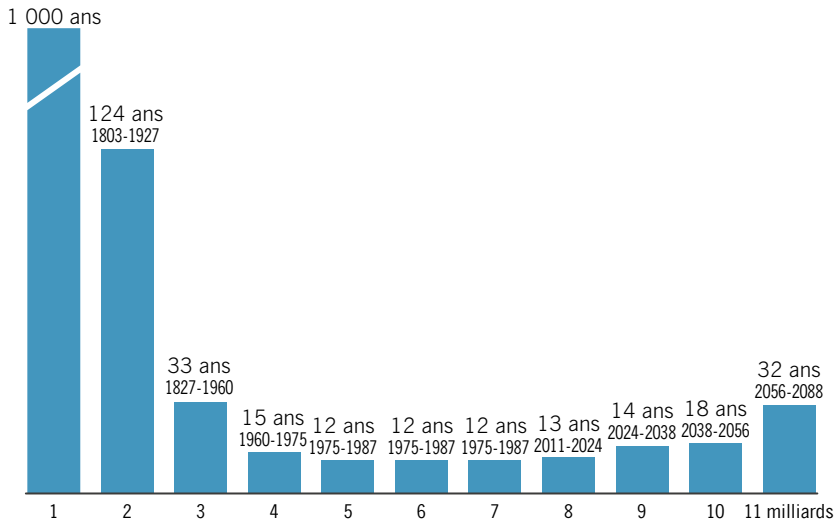
## CROISSANCE DE LA POPULATION MONDIALE

Evolution de la population mondiale

Croissance annuelle de la population mondiale



Période nécessaire dans notre histoire pour atteindre un milliard d'habitants supplémentaires



## L'effondrement de la *Mitteleuropa*

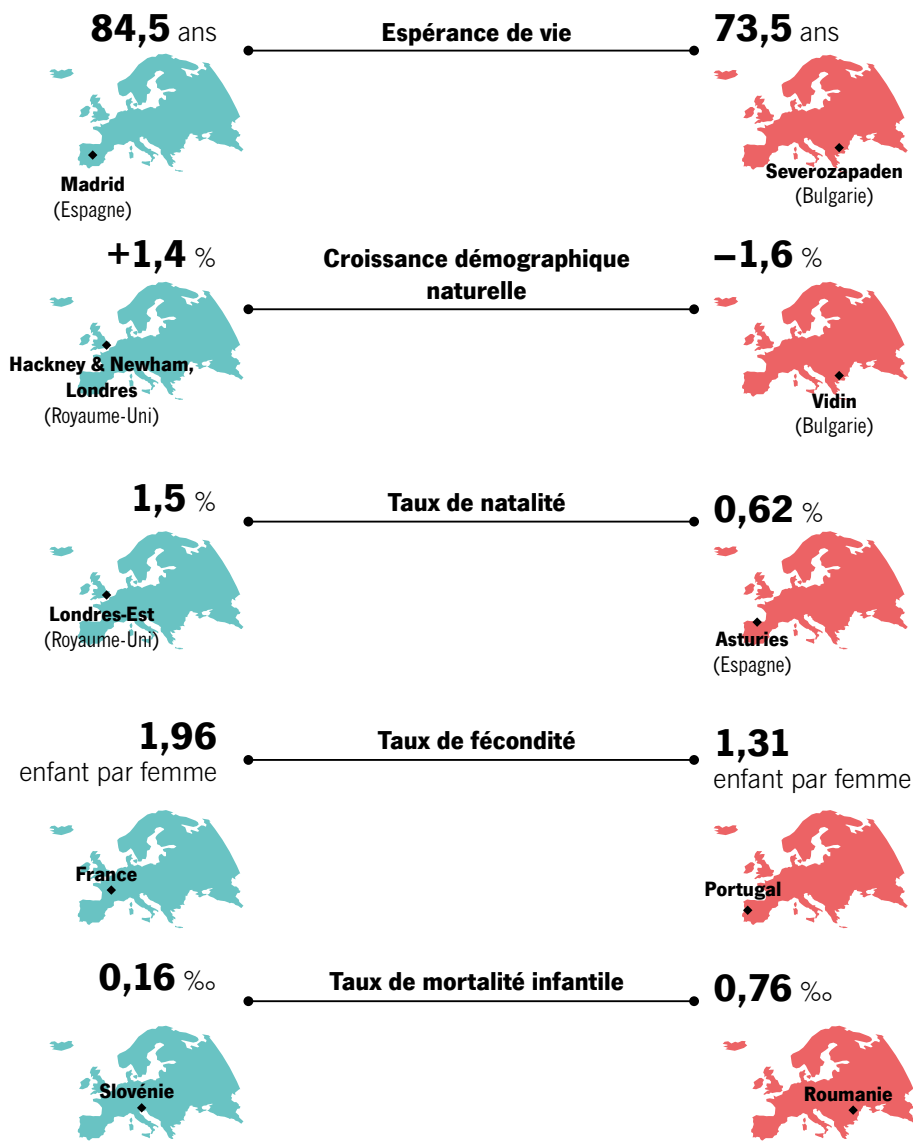
En 2015, l'Europe a connu une véritable rupture démographique. En dépit de la bonne tenue de la natalité en France et au Royaume-Uni, l'Europe est entrée, cette année-là, en dépopulation (nombre de décès supérieur au nombre des naissances), et sa croissance démographique est désormais seulement due à l'immigration<sup>15</sup>. Après avoir touché le fond au début du siècle (plus de 15 pays de l'Union avaient alors un ISF inférieur à 1,4), la fécondité européenne a connu un sursaut, mais qui n'a pas eu de suite.

Les nouveaux *Länder* allemands avaient battu, un temps, le record mondial d'infécondité (0,8) après l'unification. On en voit encore aujourd'hui les traces dans la partie orientale du pays, où nombre de régions semblent vides ou paraissent sinistrées. Aujourd'hui, c'est toute la partie orientale du continent qui est affectée. Sur le plan démographique, l'Ukraine était une sorte de sœur jumelle de la France : elle s'en est totalement séparée depuis son indépendance. En raison d'une mortalité élevée, d'un taux d'émigration souvent important – dans les années 2000, quelques deux millions de Polonais ont quitté leur pays – et d'une natalité très basse, la *Mitteleuropa* est une exception mondiale. C'est en effet en Europe centrale et orientale que se trouvent dix des onze pays du monde appelés à perdre (sauf immigration massive et durable) plus de 15 % de leur population d'ici 2050 : Bulgarie, Lettonie, Moldavie, Ukraine, Croatie, Lituanie, Roumanie, Serbie, Pologne, Hongrie<sup>16</sup>. Seuls les petits États du cœur des Balkans (Albanie, Bosnie, Kosovo, Macédoine, Monténégro) équilibreront leur émigration par une fécondité encore élevée.

<sup>15</sup> Gérard-François Dumont, « L'Union européenne entre 'hiver démographique' et crise des migrants », Les grands dossiers de Diplomatie, n° 36, janvier 2017.

<sup>16</sup> Les Iles Vierges britanniques sont le onzième.

**LES  
RECORDS  
EUROPÉENS**



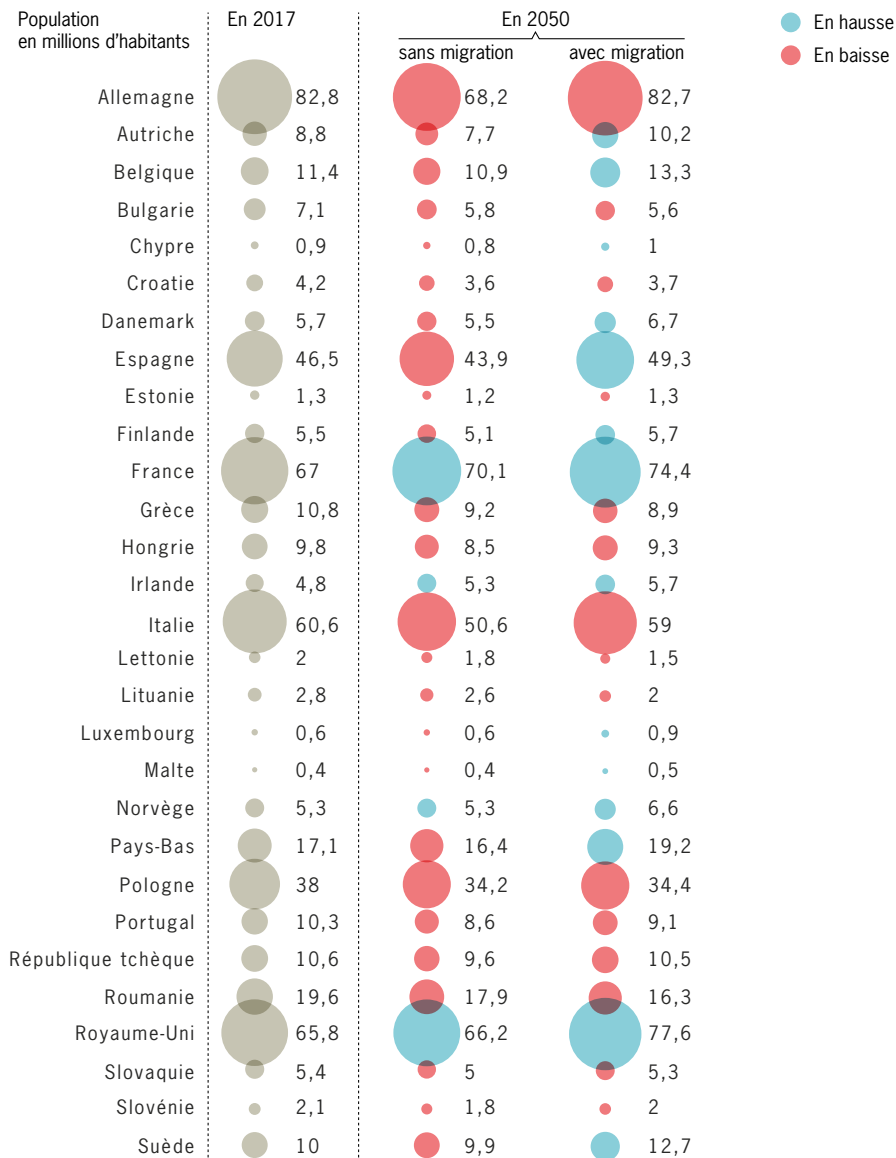
Il faut mettre en exergue l'effondrement de la Bulgarie, une histoire européenne relativement peu connue. Le pays a en effet perdu 20 % de sa population en 20 ans du fait d'une mortalité extrêmement élevée (15/1 000) et d'une émigration persistante (l'intégration dans l'Union l'ayant accélérée), et s'apprête, selon les projections de l'ONU, à en perdre 23 % entre 2017 et 2050<sup>17</sup>. Comme dans les *Länder* orientaux d'Allemagne, le visiteur y est frappé par le délabrement du pays. C'est ainsi que la Thrace orientale (Turquie) apparaissait, au moment où Sofia présidait l'Union (2018), beaucoup plus moderne que cette pointe sud-est de l'Europe...

---

<sup>17</sup> Elle est suivie de près par la Lettonie (- 22 % d'ici 2050, alors qu'elle a déjà perdu 27 % de sa population depuis 1989).



## EVOLUTION DE LA POPULATION DES PAYS EUROPÉENS AVEC OU SANS MIGRATION\*



Source : Eurostat

## Incertitudes sur la démographie moyen-orientale

Après s'être longtemps distingué du reste du monde (à l'exception de l'Afrique subsaharienne) par des taux d'accroissement et une fécondité parmi les plus élevés du monde, le Moyen-Orient est entré de plain-pied dans la transition démographique à partir des années 1970. Sur l'ensemble du monde musulman, l'ISF est passé de 6,8 à 3,7 entre 1975 et 2005<sup>18</sup>.

Au Maroc et en Tunisie, l'ISF est tombé en trente ans au seuil de remplacement des générations, le Maghreb semblant ainsi importer le modèle démographique européen.

En Iran, une politique particulièrement efficace d'encouragement au planning familial a fait chuter l'ISF de plus de la moitié en 20 ans. Elle faisait suite à une politique radicalement opposée : suite à l'invasion irakienne de 1980, l'ayatollah Khomeiny avait souhaité disposer d'une armée de jeunes guerriers susceptibles d'être sacrifiés pour la patrie. La transition démographique du pays est ainsi l'une des plus rapides de la région<sup>19</sup>. Cette transition a été accompagnée par l'accroissement de la scolarisation (notamment féminine), du nombre des actifs, du taux d'épargne, etc.

Ces développements ont été parmi les causes profondes du phénomène des révoltes moyen-orientales. La mise en cause du mode de fonctionnement traditionnel de la famille a contribué à la remise en cause de la gouvernance politique. Comme le souligne Youssef Courbage, la « *révolution démographique* » a sans doute secrété les ferments de la « *révolution démocratique* »<sup>20</sup>.

Mais une mauvaise surprise attendait au tournant. Les prémices d'une possible contre-transition sont en effet apparues ces dernières années avec des causes diverses : développement de pratiques associées au renouveau religieux, recul de l'emploi des femmes, qui se marient plus jeunes (c'est le cas en Égypte notamment), et dans le cas algérien, peut-être la fin d'un *boom* de naissances différé par la guerre civile<sup>21</sup>. Dans une dizaine de pays arabes, le cours de la transition de la fécondité s'est ainsi inversé ou ralenti, avec des ISF qui dépassent sensiblement le taux de remplacement. Dans

<sup>18</sup> Youssef Courbage & Emmanuel Todd, *Le Rendez-vous des civilisations*, Seuil, 2007. Avec certes de très grandes variations entre le Sahel et l'Asie centrale.

<sup>19</sup> Richard Cincotta & Karim Sadjapour, *Iran in Transition : The Implications of the Islamic Republic's Changing Demographics*, Carnegie Endowment for International Peace, 2017.

<sup>20</sup> Youssef Courbage, *Où en est la transition démographique dans le monde arabe ?*, iReMMO, non daté.

<sup>21</sup> En Algérie, le nombre des naissances en 2016 était deux fois supérieur à la moyenne annuelle du début des années 2000.

les faits, les pays dans lesquels la fécondité est basse ou bien en diminution constante ne concernent aujourd'hui qu'un cinquième de la population totale du monde arabe. Il pourrait s'agir d'un phénomène transitoire – les grandes évolutions démographiques étant rarement linéaires sur le long terme. Mais il est en tout cas trop tôt pour dire que le monde arabe est définitivement entré dans la modernité démographique.

## La particularité africaine

Si la baisse rapide de la fécondité en Asie et en Amérique latine n'avait pas été anticipée par les démographes, ceux-ci avaient en revanche surestimé la capacité de l'Afrique subsaharienne à entamer rapidement sa transition démographique. C'est ainsi le seul continent pour lequel l'ONU a révisé à la hausse ses prévisions de population depuis les années 1980.

La mortalité infantile y a considérablement diminué, et c'est là que l'on trouve tous les pays les plus jeunes du monde. L'ISF moyen y était de 6,6 dans les années 1975-1980 : il baisse, mais de manière assez lente, et est estimé à 4,7 pour 2010-2015 par les Nations Unies. On y constate ainsi des ISF encore très élevés, le record étant détenu par le Niger avec 7,4 entre 2010 et 2015, suivi par la Somalie (6,6), la RDC (6,4), l'Angola et le Burundi (6,0), l'Ouganda (5,9) et le Nigéria (5,7). C'est dans la zone intertropicale que se produiront les deux tiers de la croissance de la population mondiale à l'horizon 2050. Du Sénégal au Niger, on compte 65 millions d'habitants. En 2100, ils pourraient être 400 millions.

Le continent africain est ainsi, et de loin, le plus jeune. C'est là que l'on trouve les valeurs les plus basses pour l'âge médian (15 ans dans certains pays) et les plus fortes proportions de jeunes de moins de 15 ans dans la population (plus de 40 % dans plusieurs pays). C'est au sud du Niger que se situe le record du monde de la fécondité, avec un ISF atteignant localement 8,4 enfants par femme<sup>22</sup>.

Des gains d'espérance de vie à la naissance très importants ont aussi été réalisés sur le continent entre 2000-2005 et 2010-2015 (+ 6,6 ans). La croissance annuelle de l'Afrique ne ralentit donc que lentement, passant de + 2,6 % en 2016 à + 1,7 % en 2050, et peut-être + 0,63 % en 2100<sup>23</sup>. Sa population (1,25 milliard) pourrait

<sup>22</sup> Morgane Witz, « Niger : Maradi, cette ville championne du monde des naissances », *Le Point*, 20 février 2018.

<sup>23</sup> L'ISF pourrait passer de 4,7 (2010-2015) à 3,1 (2045-2050), et peut-être 2,1, en 2095-2100 (2,0 à l'échelle mondiale).

atteindre 2,52 milliards en 2050 et peut-être 4,47 milliards en 2100<sup>24</sup>. Alors qu'elle ne représente que 17 % de la population mondiale aujourd'hui, l'Afrique pourrait être, à la fin du siècle – échéance à laquelle les projections sont certes peu sûres – la quasi-égale de l'Asie, soit 40 % de la planète<sup>25</sup>. Les populations de l'Angola, du Burundi, du Niger, de la Somalie, de la Tanzanie et de la Zambie pourraient être, à ce moment, au moins cinq fois plus importantes qu'aujourd'hui<sup>26</sup>.

Sur ce continent, le maintien d'ISF élevés tient rarement au refus de la contraception ; mais les programmes nationaux de limitation des naissances « *sont peu efficaces, manquent de moyens, et surtout souffrent d'un défaut de motivation de leurs responsables et des personnels chargés de les mettre en œuvre sur le terrain* »<sup>27</sup>. On estime que 130 millions d'Africaines ne disposent d'aucun moyen moderne de contraception<sup>28</sup>. Les traditions et les croyances religieuses jouent également<sup>29</sup>. En effet, au niveau mondial, la fécondité des chrétiennes et des musulmanes est, en moyenne, supérieure à celle des femmes ayant embrassé une autre religion ou n'étant affiliées à aucune<sup>30</sup>. Des initiatives régionales de planning familial (Partenariat de Ouagadougou) ont toutefois fait baisser la fécondité de certains pays.

## Les transformations de la société humaine

Plus âgée, la population mondiale est aussi désormais plus urbaine : depuis une dizaine d'années, la majorité de la population mondiale vit en ville. Certaines de ces cités, telles que Los Angeles, Dubaï ou Sydney sont déjà de véritables villes-mondes qui accueillent un grand nombre d'importantes communautés d'étrangers ou d'individus nés à l'étranger. Même si les grandes cités des pays en développement sont souvent en fait davantage des villages urbains, des agglomérations de bidonvilles avec pas ou peu d'infrastructures communes, il existe, davantage qu'un exode rural, un véritable « *magnétisme urbain* » (Stephen Smith), qui joue de manière massive

<sup>24</sup> ONU 2017.

<sup>25</sup> ONU 2017. L'Asie compte 4,50 milliards d'habitants aujourd'hui et en aura 5,25 en 2050, mais ensuite déclinera pour atteindre peut-être 4,78 en 2100, soit 43 % de la population mondiale.

<sup>26</sup> ONU 2017.

<sup>27</sup> Gilles Pison, « *Sept milliards et demi d'humains aujourd'hui, combien demain ?* », Études marines, n° 12, juin 2017, p. 21.

<sup>28</sup> Jean-Paul Moatti & Jean-Marc Châtaigner, « *La question démographique, épée de Damoclès du développement africain* », *Le Monde*, 8 juillet 2017.

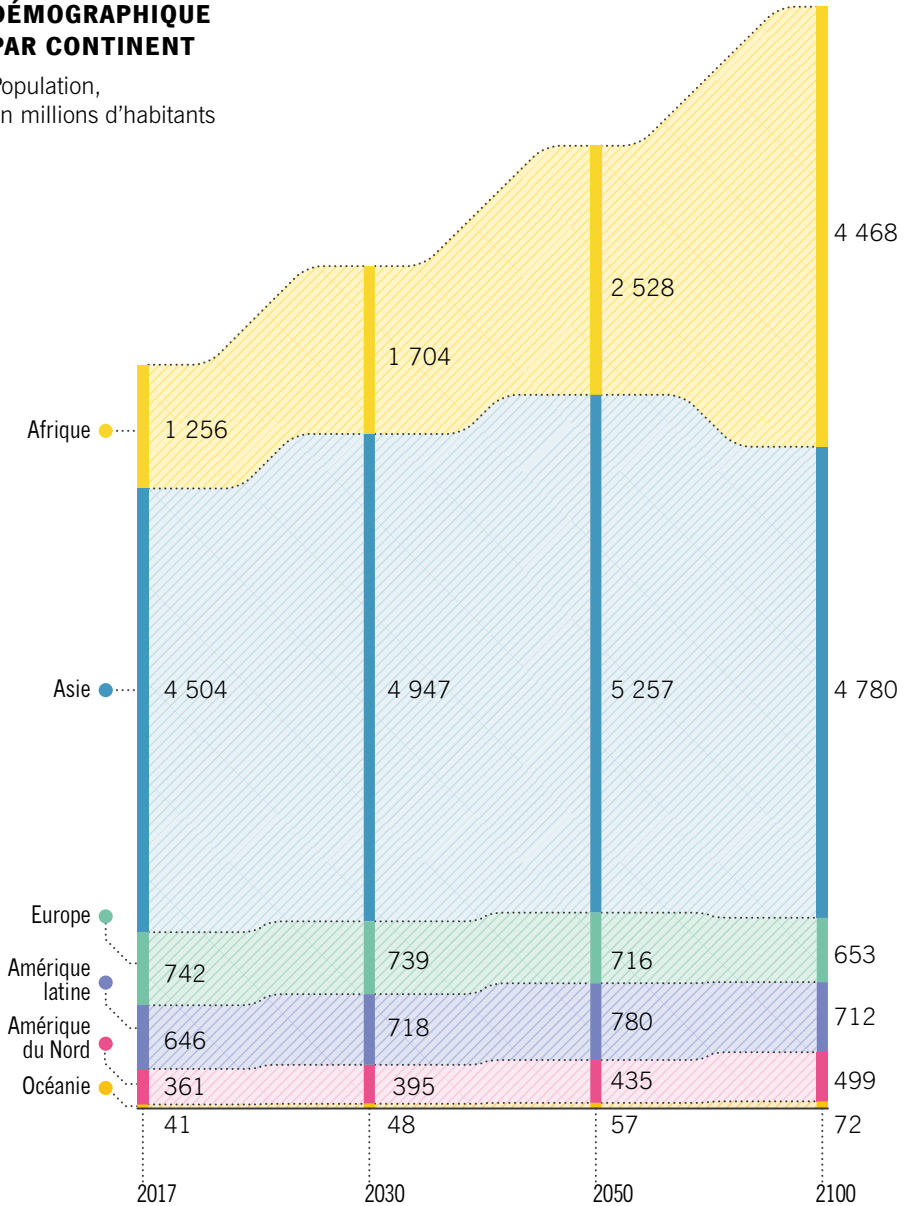
<sup>29</sup> Il serait difficile de mettre en avant le rôle particulier de l'une ou l'autre des grandes religions dans ce domaine. En outre, certaines églises locales peuvent encourager le contrôle des naissances (ex. au Mexique).

<sup>30</sup> *The Changing Global Religious Landscape*, Pew Research Center, avril 2017.

en Asie et en Afrique. Dans les années qui viennent – aux alentours de 2020 – la population rurale devrait commencer à décroître en valeur absolue. Il y a aujourd’hui une trentaine de méga-villes de plus de 10 millions d’habitants : il pourrait y en avoir une quarantaine en 2030, la plupart en Asie de l’Est (Chine, Japon) et du Sud (Inde, Pakistan, Bangladesh). La grande ville côtière est l’avenir de l’habitat humain : sur les 20 plus grandes métropoles du monde en 2030, la majorité seront en bord de mer (Bangladesh, Chine, Inde, Pakistan, Philippines), ce qui pourrait impliquer un effort d’adaptation important en cas de montée importante des eaux. Quant aux villes africaines, elles connaîtront une croissance spectaculaire ; Lagos pourrait même être la plus grande ville du monde en 2100, avec 80 à 100 millions d’habitants.

## ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE PAR CONTINENT

Population, en millions d'habitants



La répartition numérique des grandes religions va évoluer<sup>31</sup>. Le christianisme restera, à l'horizon prévisible, la première religion au monde, notamment en raison de la fécondité de l'Afrique subsaharienne : la région, qui abritait 26 % des Chrétiens en 2015, pourrait en représenter 42 % en 2060. À cette tendance s'ajoute la montée en puissance des évangéliques, socialement conservateurs (Amérique latine, Afrique, Asie du Nord-Est...). Mais la part de la population mondiale de confession musulmane devrait progressivement rattraper, avec une croissance possible de 70 % d'ici 2060, celle de la population chrétienne. D'après le *Pew Research Center*, le nombre de « naissances musulmanes » va dépasser celui des « naissances chrétiennes » vers 2035<sup>32</sup>. En matière de proportion de la population affiliée à une religion ou à une autre, le christianisme et l'islam pourraient être à égalité vers 2060.

### Les projections du *Pew Research Center*

	2015	2060
Christianisme	2,28 milliards (31,2 %)	3,05 milliards (31,8 %)
Islam	1,75 milliard (24,1 %)	2,98 milliards (31,1 %)

<sup>31</sup> *The Changing Global Religious Landscape*, *Pew Research Center*, avril 2017.

<sup>32</sup> Le *Pew Research Center* prend quelques précautions méthodologiques : il part du principe que l'identité religieuse des enfants est, de manière générale, identique à celle de leurs mères jusqu'à l'adolescence, et prend en compte le taux prévisible de conversions ou d'abandons.

---

## VERS UNE NOUVELLE HIÉRARCHIE DES PUISSANCES

Le tableau dépeint dans le chapitre précédent ne va pas être sans conséquences pour la hiérarchie des puissances mondiales.

### La taille importe-t-elle ?

Cela fait bien longtemps que les sages nous disent que la population ne fait pas nécessairement la puissance. « *Ce qui fait la grandeur d'une cité, ce n'est pas qu'elle soit peuplée* », disait Aristote<sup>33</sup>.

À l'Assemblée générale des Nations Unies – le Sénat du monde – la voix de Tuvalu, qui compte moins de 10 000 habitants, pèse autant que celle de la Chine<sup>34</sup>. Les exemples de petits États dont l'importance sur la scène mondiale est disproportionnée au regard de leur population sont légion, pour des raisons géographiques, politiques, économiques ou fiscales (Luxembourg, Panama, Suisse, Singapour, Vatican...).

Sur le plan militaire, s'il y a souvent un lien direct entre la taille de la population et celle de l'armée d'un pays (notamment pour ceux qui ont encore des armées de conscription), l'importance numérique de cette dernière en dit rarement long sur ses aptitudes réelles, à l'ère où les opérations militaires extérieures relèvent davantage de la projection de puissance que de l'invasion des voisins. De même n'y a-t-il pas de lien mécanique, dans un sens ou un autre, entre déclin démographique d'une part et propension à l'intervention voire à l'agressivité militaire d'autre part – cf. les cas de l'Allemagne contemporaine et, à l'inverse, celui de la Russie.

Quant à la relation entre croissance démographique et croissance économique, elle n'est pas univoque. Dans les pays d'Afrique les moins avancés, un très fort taux de fécondité se conjugue rarement avec une croissance économique importante – même si elle peut être optiquement significative du fait de l'exportation des matières premières, notamment vers la Chine. Les pays ayant entamé leur transition démographique, eux, sortent du piège malthusien (absorption des gains de PIB/habitant par la croissance

---

<sup>33</sup> Aristote, *La Politique*, VII, 4.

<sup>34</sup> L'État le moins peuplé du monde est bien entendu le Vatican, avec moins de 1 000 habitants.



démographique) et peuvent bénéficier sous certaines conditions – notamment le niveau d'éducation – d'un « dividende » ou « bonus » démographique, situation transitoire dans laquelle une importante population en âge de travailler n'a pas à soutenir une importante population d'inactifs, ce qui fut le cas des « dragons d'Asie ». Enfin, dans les États modernes, le maintien d'une fécondité suffisante pour assurer un renouvellement régulier de la force de travail pourrait être le gage d'une plus forte croissance économique : certains économistes expliquent ainsi le différentiel de croissance entre les États-Unis et l'Europe dans la période contemporaine<sup>35</sup>.

Mais l'importance démographique n'est évidemment pas anodine. Si les États-Unis comptaient 30 millions d'habitants et la Chine 100, leurs places sur la scène économique et sur l'échiquier stratégique ne seraient évidemment pas les mêmes que ce qu'elles sont aujourd'hui. La « taille » démographique a aussi un impact direct sur le « poids » politique des États, parfois de manière institutionnalisée, comme c'est le cas au sein de l'Union européenne, par exemple.

Il existe également un élément psychologique important dans la hiérarchie des puissances. L'Inde n'est pas peu fière de devenir très prochainement le premier pays du monde, démographiquement parlant. Le Canada s'est donné pour ambition d'atteindre le seuil symbolique des 100 millions d'habitants en 2100<sup>36</sup>. Et sera-t-il anodin, pour la France, d'être en passe de rattraper l'Allemagne (70 contre 79 millions) à l'horizon 2050<sup>37</sup> ? À l'inverse, le sentiment de déclassement, toutes choses égales par ailleurs, peut affecter le moral d'une population, voire la diplomatie de son gouvernement, surtout dans les États autoritaires. M. Poutine veut tout faire pour replacer la démographie de son pays au niveau des États les plus développés. M. Orbàn a fait de la « question démographique » sa priorité. M. Erdogan s'inquiète de la baisse de la fécondité dans son pays (2,1 enfants par femme en 2015), qui met en péril son rêve néo-ottoman, et exhorte les Turques à faire trois enfants chacune.

---

<sup>35</sup> Jean-Michel Boussemart & Michel Godet, *Europe 2050 : Demographic Suicide*, European Issues n° 462, Fondation Robert Schuman, 13 février 2018. Le calcul des auteurs est toutefois contesté : la prise en compte de l'ensemble des pays de l'Union européenne (Europe centrale et orientale comprise) donnerait des résultats inverses, i.e. que l'augmentation du PIB serait corrélée à une diminution de la population (Eric Le Bourg, « *Suicide démographique ou délire démographique ?* », L'Humanité, 9 mars 2018).

<sup>36</sup> C'était l'objectif fixé par une commission consultative nommée par le gouvernement à l'automne 2016. Pour cela, elle recommandait de relever le quota annuel d'immigration de 300 000 à 450 000 (un seuil de 340 000 a finalement été décidé.)

<sup>37</sup> ONU 2017.

## Une nouvelle hiérarchie mondiale

Un tiers de la croissance démographique mondiale d'ici 2030 sera le fait de trois pays seulement : l'Inde, le Nigéria et la Chine. Le croisement de la Chine et de l'Inde devrait intervenir dès 2024 (1,44 milliard chacun), s'il n'est pas déjà réalisé<sup>38</sup>.

En 2030, la hiérarchie des puissances fera apparaître trois géants – l'Inde, la Chine, les États-Unis, avec une population nettement inférieure aux deux premiers – et trois pays que l'on pourrait qualifier de méga-émergents : l'Indonésie, le Nigéria et le Pakistan. L'Europe aura décliné : à cet horizon, sa population pourrait ne compter que 739 millions d'habitants (742 aujourd'hui) ; la Russie pourrait voir sa population passer de 144,3 à 141 millions.

20 ans plus tard, l'Inde pourrait compter 1,65 milliard d'habitants, la Chine 1,36, le Nigéria 410 millions, les États-Unis 389, l'Indonésie 321, le Pakistan 306, le Brésil 232, et le Bangladesh 201. À eux seuls, ces huit pays concentreraient la moitié de la population mondiale<sup>39</sup>. La Chine devrait ensuite accroître son décrochage démographique vis-à-vis de son voisin (en 2100, l'Inde pourrait compter un milliard et demi d'habitants... contre un milliard pour la Chine).

La Chine suit le Japon avec un décalage d'une vingtaine d'années. Mais contrairement au second, et comme le veut la formule désormais bien connue, elle va, en raison notamment des effets de la politique de l'enfant unique, vieillir avant d'être riche<sup>40</sup>. Depuis quelques années, Pékin connaît ainsi un malus démographique. Et l'évolution de la société urbaine y est inquiétante pour l'avenir de sa population : car non seulement le mode de vie moderne des jeunes Chinois les amène à se préoccuper bien moins que leurs aînés de constituer une cellule familiale et assurer leur descendance, mais ils doivent en plus accueillir leurs parents chez eux ou du moins prendre soin de leurs aînés. Le modèle familial dit 4-2-1 (quatre grands-parents, deux parents, un enfant) semble ainsi avoir de beaux jours devant lui, et la reprise en main autoritaire du pays ces dernières années ne semble pas être de nature à inciter les jeunes du pays à renverser la tendance.

---

<sup>38</sup> ONU 2017. Certains démographes soupçonnent Pékin de surévaluer l'ampleur de sa population. Il est vrai que celle-ci peut aussi être un enjeu de compétition entre régions pour les subventions et les investissements du gouvernement central.

<sup>39</sup> ONU 2017.

<sup>40</sup> La fin prochaine de cette politique – largement assouplie dans les faits depuis longtemps – a été annoncée en octobre 2015. Il convient de noter que la fécondité chinoise avait commencé à décliner avant la mise en place (en 1979) de la politique de l'enfant unique.

La conversion de l'économie chinoise est d'autant plus nécessaire : le pays ne peut plus être l'atelier du monde. L'Inde pourrait être un relais important de la croissance économique mondiale, car elle disposera d'un *pool* important de jeunes éduqués en âge de travailler, tout comme l'Asie du Sud-Est (Thaïlande, Vietnam...), sans avoir encore la charge d'une classe d'âge nombreuse à la retraite<sup>41</sup>.

## Dynamisme des États-Unis, déclin de l'Eurasie : retour de la suprématie américaine ?

Les États-Unis continueront ainsi à bénéficier d'un dynamisme démographique exceptionnel au sein des pays développés et pourraient compter 447 millions d'habitants en 2100 selon le scénario médian de l'ONU<sup>42</sup>. Ce dynamisme tient à la fois à un taux de natalité relativement élevé (qui contribue à hauteur des trois cinquièmes à l'accroissement annuel de la population) et à la poursuite de l'immigration, qui est majoritairement asiatique depuis une dizaine d'années. La thèse d'un exceptionnalisme américain, fondée sur les atouts structurels du pays – situation géographique, richesses naturelles, stabilité institutionnelle, alliage de diversité culturelle et de patriotisme, aptitude à l'innovation... se trouve ainsi confortée. Au-delà, elle interroge sur la forme du « retour à la compétition entre grandes puissances » et sur l'inévitabilité d'un basculement du monde vers l'Asie. Les autres principaux acteurs géopolitiques auront en effet à gérer leur vieillissement prématuré (Chine), leur retard de développement (Inde)... et, pour le Japon, la Russie et l'Europe, leur déclin démographique. D'ici à 2050, la population en âge de travailler pourrait diminuer de 20 millions au Japon, de 22 millions en Russie et de 195 millions en Chine, alors qu'elle s'accroîtrait de 20 millions aux États-Unis<sup>43</sup>.

Même si l'ISF de la Russie est remonté (1,25 entre 1995 et 2000, 1,70 entre 2010 et 2015), la population du pays va en effet continuer à décliner<sup>44</sup>. Il faudra deux ou trois générations pour jauger les effets réels de la politique décidée par M.

<sup>41</sup> Entre 2015 et 2035, elle va « gagner » 220 millions de jeunes alors que la Chine va en « perdre » 90 millions, pour un niveau moyen d'éducation équivalent (entre 6 et 9 ans). *National Intelligence Council, Global Trends 2035*, 2017, p. 9.

<sup>42</sup> La projection des Nations Unies suppose une immigration nette atteignant un million par an en moyenne de 2025 à 2050, puis régressant pour atteindre 500 000 entrées nettes à la fin du siècle.

<sup>43</sup> Jean-Michel Boussemart & Michel Godet, *Europe 2050 : Demographic Suicide*, *European Issues*, n° 462, Fondation Robert Schuman, 13 février 2018.

<sup>44</sup> Il était tombé à des taux exceptionnellement bas à la fin des années 1990. La remontée constatée depuis pourrait être de l'ordre du rattrapage naturel. Voir Dorling & Gietel-Basten, *op. cit.*, p. 39.

Poutine dans ce domaine<sup>45</sup>. Celui-ci se targue d'avoir fait avancer l'espérance de vie à 73 ans (en fait 70,3 entre 2010 et 2015 selon ONU et nullement « *l'une des plus élevées au monde* » comme il l'affirme). Son but est de l'accroître à plus de 80 ans, comme dans les pays les plus avancés<sup>46</sup>. L'ONU n'en estime pas moins que la Russie poursuivra sa lente descente aux enfers démographiques (144 millions d'habitants aujourd'hui, peut-être seulement 124 en 2100). En cause : le choc démographique de l'après-guerre froide (émigration, chute de la natalité, accroissement de la mortalité masculine du fait d'un nombre élevé de suicides, d'alcoolisme, d'accidents de la route et d'homicides). De plus, alors que 80 % de la population du pays vit à l'ouest de l'Oural, l'Extrême-Orient russe s'est vidé de manière spectaculaire : historiquement région de peuplement et d'expansion de la puissance russe, il est devenu terre de départs. Et la pénétration croissante de la Chine (économique et humaine) dans la région, aujourd'hui sujet de friction à bas bruit entre Moscou et Pékin, pourrait devenir une cause de tensions entre les deux pays, dont le rapprochement est essentiellement de circonstance et structurellement déséquilibré.

Quant à l'Europe, elle sera le seul grand espace régional au monde dont la population va diminuer avec, on l'a dit, un déclin particulièrement prononcé dans la partie orientale du continent (Pologne, Hongrie, Balkans, ex-URSS). L'Allemagne souffrira de sa faible fécondité, sauf recours massif à l'immigration. En Italie, cette fécondité s'est effondrée entre les années 1960 (2,65 enfants par femme en 1965) et les années 1990 (1,19 en 1995). Mais l'ISF s'est ensuite accru pour atteindre 1,46 en 2010 du fait de l'immigration (freinant ainsi la chute du nombre de naissances)<sup>47</sup>.

L'Eurasie est peut-être le centre de gravité de l'histoire du monde : c'est ce que pensait l'un des pères de la géopolitique, Halford McKinder, mais aussi ce qu'écrivent certains excellents historiens modernes. Et son importance pourrait progresser du fait de l'interconnexion économique croissante de ses entités constituantes (y compris le projet *One Belt, One Road* chinois)<sup>48</sup>. Mais ce serait alors un centre de gravité... qui tend à se vider de ses habitants.

<sup>45</sup> En 2007, alors que la population russe était de 141 millions, M. Poutine avait fixé pour objectif une stabilisation à 145 millions en 2025. (Elle en compte 144 aujourd'hui.) Sa politique était basée sur l'octroi d'une allocation familiale.

<sup>46</sup> Discours du président Vladimir Poutine à l'Assemblée fédérale, Moscou, 1<sup>er</sup> mars 2018.

<sup>47</sup> Le nombre de résidents étrangers légaux en Italie était passé d'un million en 1997 à quatre millions à la fin de la décennie 2000. Lucas Seinaudi, « *Demography Watch* », *Aspenia*, n° 43-44, 2009.

<sup>48</sup> John Darwin, *After Tamerlan. The Global History of Empire since 1405*, New York, Bloomsbury, 2008 ; Bruno Maçães, *The Dawn of Eurasia : On the Trail of the New World Order*, Londres, Allen Lande, 2018.

Dans un ouvrage paru en 2010 exaltant la vitalité démographique de l'Amérique, Joel Kotkin entrevoyait ainsi une Amérique devenue une « *superpuissance transcendante* », dont l'évolution démographique lui permettait d'exploiter à plein ses atouts<sup>49</sup>. Le tableau était peut-être excessivement optimiste au vu des maux politiques (fracture bipartisane croissante, avec ses conséquences en matière de gouvernance...) et sociétaux (faiblesse du système de santé, hausse de la consommation de stupéfiants, fin du melting-pot...) du pays<sup>50</sup>. Mais il ne fait guère de doute que les États-Unis ont la capacité de conserver une place de *primus inter pares* dans la hiérarchie des grandes puissances à l'horizon 2030-2050.

---

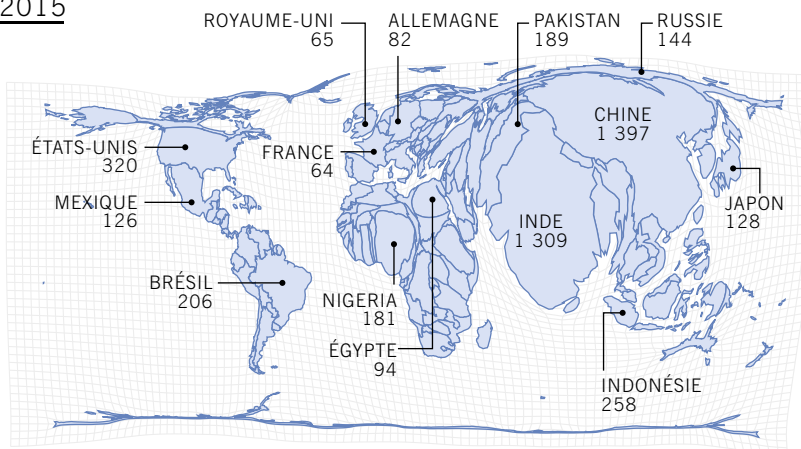
<sup>49</sup> Joel Kotkin, *The Next Hundred Million. America in 2050*, New York, The Penguin Press, 2010.

<sup>50</sup> L'espérance de vie à la naissance y reste inférieure à celle des autres pays industrialisés et tend à stagner, notamment en raison de la montée en flèche des surdoses d'opiacés.

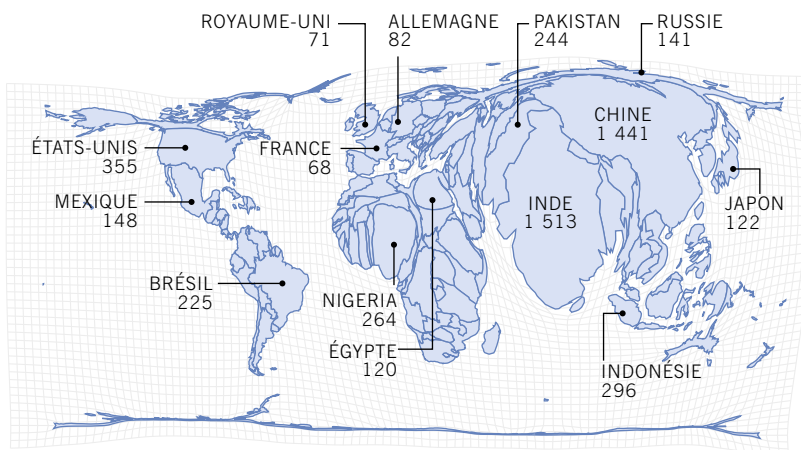
## ÉVOLUTION DE LA POPULATION AU COURS DU SIÈCLE

Population,  
en millions d'habitants

EN 2015



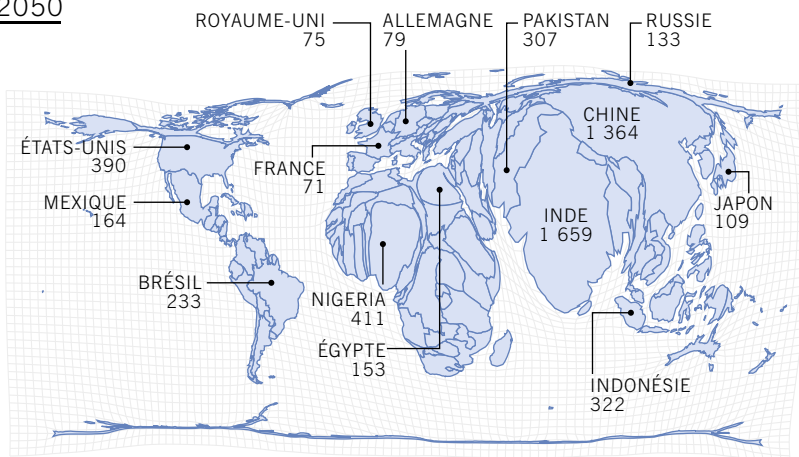
EN 2030



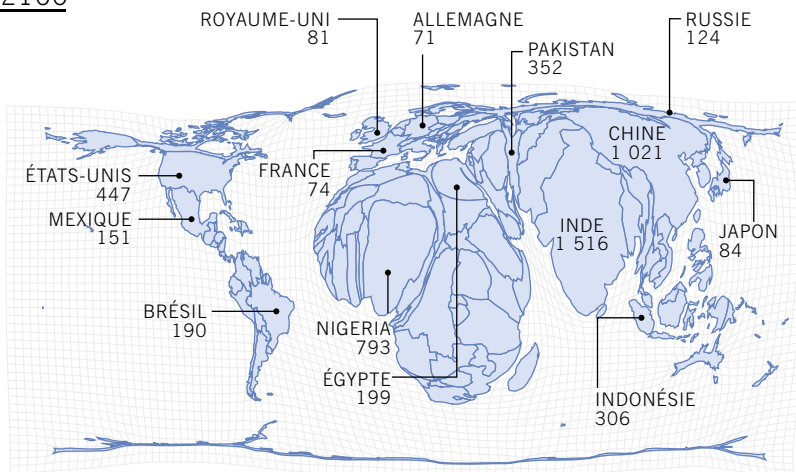
Source : ONU

Population,  
en millions d'habitants

EN 2050



EN 2100



---

## PAS ASSEZ DE RESSOURCES ?

Faut-il s'inquiéter des conséquences de la poursuite de la croissance démographique mondiale ?

À bien des égards, une telle inquiétude est caractéristique d'une approche néomalthusienne qu'on peut estimer largement dépassée. Pour celle-ci, l'augmentation de la population est toujours considérée davantage comme un problème que comme une solution, le nouveau-né comme un fardeau plutôt que comme une opportunité. Mais dire que « *la croissance démographique amplifie tous les problèmes* » est une perspective à courte vue<sup>51</sup>. Les jeunes sont une force d'imagination, d'invention, de création. Dans les pays en développement, ils sont encore un gage de subsistance pour la famille. La croissance démographique peut, si les conditions sont réunies, contribuer à la croissance économique. Comme on l'a rappelé plus haut, le dividende démographique, allié à l'éducation et à la santé publique, n'a pas été pour rien dans le décollage des dragons d'Asie dans les années 1970 et 1980<sup>52</sup>. Rappelons également que le *boom* de la population mondiale qui a commencé au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle s'est accompagné d'un spectaculaire enrichissement des habitants de la planète : l'immense majorité d'entre eux (plus de 80 %) survivait avec l'équivalent de moins d'un dollar par jour à l'époque ; aujourd'hui, c'est le cas pour 10 à 20 % seulement<sup>53</sup>. Au bilan, si l'on suit l'économiste de la population Julian Simon, un enfant qui naît aura davantage de chances d'être un contributeur net à l'économie et à la société – voire à la culture et à la civilisation – que d'en d'être un débiteur net.

---

<sup>51</sup> Henri Leridon cité in Grégoire Allix, « *Limiter les naissances, un remède au péril climatique ?* », *Le Monde*, 18 novembre 2009.

<sup>52</sup> David Bloom et al., *The Demographic Dividend. A New Perspective on the Economic Consequences of Population Change*, The Rand Corporation, Santa Monica, janvier 2003.

<sup>53</sup> Max Roser & Esteban Ortiz-Espina, *Global Extreme Poverty*, ourworldindata.org, 2017.



## Les erreurs de la « collapsologie »<sup>54</sup>

En 1972, le rapport du Club de Rome inaugurait l'ère des prospectives pessimistes sur l'état des ressources disponibles. Depuis, des auteurs mondialement connus, tels que Paul Ehrlich et Lester Brown déjà cités, ont fait profession de nous annoncer une crise imminente des ressources. Mais plus récemment, l'idée d'une Terre « finie » incapable de subvenir aux besoins de sa population a trouvé sa place au cœur des débats contemporains.

Or, la question des ressources est en grande partie un faux problème. Nous voyons intuitivement la Terre comme un récipient contenant une quantité définie de ressources, dans lequel nous nous servons sans compter et sans voir que le fond du récipient sera un jour vide. Mais la manière dont nous exploitons ces ressources est déterminée par de multiples facteurs. Pour plusieurs d'entre elles (hydrocarbures, minerais...), le nombre d'années restantes de consommation estimé tend à augmenter du fait des découvertes, des progrès techniques ou du changement des habitudes de consommation. Toutes choses égales par ailleurs (spéculation), le prix est un facteur d'ajustement extraordinairement efficace : son accroissement conduit à la fois à rentabiliser l'exploitation de réserves difficilement accessibles (comme on le voit pour le pétrole et le gaz de schiste), mais aussi à modifier nos comportements : conservation, recyclage, substitution... Nous n'allons probablement pas « manquer de pétrole », mais il est possible que le pétrole devienne un jour tellement cher du fait de son coût d'exploitation que les sociétés développées en seront incitées à accélérer leur transition énergétique. Les pessimistes ont une vision statique des ressources qui est en décalage avec la réalité de leur exploitation par l'Homme.

Va-t-on voir se multiplier des conflits pour les ressources ? De tels conflits ont au contraire largement disparu aujourd'hui. Lorsque la captation des ressources (pétrole, minerais, bois précieux...) en sont un enjeu central, c'est en raison de leur abondance locale, qui suscite les convoitises, non du fait d'une quelconque rareté. De même, n'y a-t-il pas de « guerres pour l'eau », pas plus que de « guerres de la faim ». En 1993, le Rwanda était l'un des pays les mieux nourris du continent. Si la malnutrition existe encore, les famines ont, à l'échelle historique, quasiment disparu. Celles qui se produisent, notamment en Afrique, sont le produit et non la cause des guerres. Les révoltes arabes ne sont pas nées d'un manque de ressources : le prix des produits céréaliers fut, en Égypte ou en Syrie, au nombre des facteurs de révolte, mais ces

<sup>54</sup> Nous reprenons ici une analyse développée in Bruno Tertrais, *L'Apocalypse n'est pas pour demain. Pour en finir avec le catastrophisme*, Denoël, 2011.

prix élevés avaient davantage à voir avec la mauvaise gouvernance économique et la spéculation qu'avec la rareté de la ressource.

En bref, la technologie, le marché et la capacité d'adaptation de l'activité humaine expliquent pourquoi la thèse du « manque de ressources » n'a guère de sens, surtout dans une économie mondialisée. Comme le dit l'adage attribué au cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole dans les années 1970 : « *l'âge du pétrole ne se terminera pas plus par manque de pétrole que l'âge de pierre ne s'est terminé par manque de pierres* ».

## La Terre a-t-elle une « capacité d'accueil » déterminée ?

Les projections actuelles de l'ONU envisagent une population terrestre comprise entre 8,4 et 8,7 milliards en 2030, entre 9,4 et 10,2 en 2050, et 9,6 à 13,2 milliards en 2100<sup>55</sup>.

Même si la population se stabilisait aux alentours de dix à douze milliards d'individus, la Terre pourrait-elle subvenir à nos besoins ? Sur ce sujet, les commentateurs ne sont pas avares d'alarmisme. « *En 2050, neuf milliards d'humains se partageront un espace exigü, exsangue, pollué... (...) La planète déborde. Peut-elle tenir ? Pourrait-elle craquer ?* »<sup>56</sup>. Il est même peut-être déjà trop tard : depuis le milieu des années 1980, la population de la planète aurait dépassé sa capacité de « charge » ou « d'accueil » (« *carrying capacity* »)<sup>57</sup>. Cette expression est apparue dans les années 1930, mais le débat qu'elle suggère est aussi vieux que la civilisation. Les Babyloniens craignaient que le monde soit surpeuplé. Et Tertullien écrivait en l'an 200 : « *Nous sommes un poids pour le monde, les ressources suffisent à peine à combler nos besoins, lesquels exigent de grands efforts de notre part (...), alors que la nature ne parvient déjà plus à nous nourrir* »<sup>58</sup>. L'un des premiers à s'être essayé à mesurer scientifiquement cette hypothétique capacité fut le démographe américain Raymond Pearl, qui prévoyait en 1925 une stabilisation de la population mondiale à 2,6 milliards d'hommes aux alentours de 2100. Mais il se fondait pour cela sur... l'évolution des populations de mouches drosophiles<sup>59</sup>. Ces tentatives de prévision se

<sup>55</sup> ONU 2017.

<sup>56</sup> Émilie Lanez, « *Neuf milliards et 2050, et moi, et moi, et moi...* », *Le Point*, 11 février 2010, pp. 53-54.

<sup>57</sup> World Wildlife Fund, *Living Planet Report 2008*.

<sup>58</sup> Cité in Robert Nisbet, *History of the Idea of Progress*, New York, Basic Books, 1980, p. 52.

<sup>59</sup> Communément appelées « mouches des fruits ».

sont multipliées dans les années 1960 et 1970. Le commandant Cousteau affirmait ainsi avoir calculé à l'époque que la Terre ne pouvait nourrir que 600 à 700 millions d'habitants. (Il en tirait la conclusion suivante : « *Il faut que la population mondiale se stabilise et pour cela, il faudrait éliminer trois cent cinquante mille personnes par jour*<sup>60</sup> »). Les estimations de la « capacité d'accueil » de la Terre faites par divers auteurs depuis 1945 vont d'un milliard à... mille milliards d'habitants<sup>61</sup>. Deux méthodes sont employées. L'une se fonde sur l'estimation des ressources renouvelables, la seconde sur les capacités de production locales (c'est celle employée par certaines organisations internationales). La première sous-estime l'impact des technologies, et la seconde les vertus du commerce. Comme l'avait démontré Ester Boserup dans les années 1970, la croissance démographique incite bien davantage à la productivité qu'elle ne conduit à la famine.

Dire que « la Terre ne pourra pas supporter onze milliards d'êtres humains si ceux-ci vivaient selon les standards occidentaux actuels » revient un peu à raisonner comme le faisaient les responsables commerciaux de la firme Kodak dans les années 1980, en imaginant le bénéfice que ferait cette société si chaque Chinois achetait un rouleau de pellicule par an. Ce qui n'est évidemment jamais arrivé – et c'est Kodak qui a disparu. Mais le même type de métaphore n'en continue pas moins d'être employé par les catastrophistes. Souvent à propos de la Chine, d'ailleurs, inépuisable objet de fascination et de fantasmes<sup>62</sup>.

En fait, le concept de capacité d'accueil n'est pertinent que dans une acception culturelle. Si la Terre accueillait plusieurs centaines de milliards d'habitants, les concentrations de population seraient sans doute telles qu'elles seraient difficilement supportables. Mais ce ne sera pas le cas.

---

<sup>60</sup> Entretien avec Jacques-Yves Cousteau, *Le Courrier de l'Unesco*, novembre 1991.

<sup>61</sup> Joel E. Cohen, *How Many People Can the Earth Support?*, New York, W.W. Norton, 1995.

<sup>62</sup> Lester Brown, par exemple, qui propose l'image d'une Chine consommant autant de papier et de pétrole que les États-Unis, et qui en conclut à la disparition prochaine des forêts et du pétrole (Lester Brown, *Plan B 3.0. Mobilizing to Save Civilization*, Earth Policy Institute, 2008).

## La planète pourra-t-elle tous nous nourrir ?

En 2009, la FAO annonçait que le monde avait franchi un triste cap : pour la première fois, plus d'un milliard d'hommes, de femmes et d'enfants souffriraient de la faim. Il est évidemment inacceptable qu'au 21<sup>e</sup> siècle, des centaines de millions d'êtres humains souffrent encore de la faim. Mais le sombre tableau dressé à l'époque par la FAO doit être corrigé : jamais, dans l'histoire de l'humanité, la proportion d'hommes et de femmes mangeant tous les jours à leur faim n'a été aussi grande. Non seulement le nombre total d'êtres humains souffrant de la faim a augmenté beaucoup moins vite que celui de la population totale, mais il tend maintenant à reculer (815 millions en 2016). En termes relatifs, la malnutrition est désormais en diminution (14 % en 2000, 11 % en 2016). Et cette heureuse régression n'est nullement l'apanage des pays développés<sup>63</sup>. Les famines réelles sont devenues extrêmement rares, et presque toujours du fait des guerres.

Certes, l'occidentalisation des modes de vie (explosion de la consommation de viande et de lait en Asie, par exemple) conduit à l'expansion des terres réservées au bétail et à son alimentation (et à une augmentation de la consommation d'eau<sup>64</sup>). Or les terres arables sont déjà en voie de raréfaction dans certaines zones d'Asie, notamment la Chine du Nord. Mais cette question doit faire l'objet d'une vision plus nuancée.

L'agriculture est de plus en plus efficace. La croissance des rendements céréaliers – notamment pour ce qui concerne les principales céréales consommées, le riz, le blé et le maïs – se poursuit. Moins rapidement que par le passé, mais suffisamment pour que la production puisse suivre l'accroissement démographique. Et les progrès de l'agrobiologie vont continuer à améliorer les variétés disponibles pour l'alimentation. Au niveau mondial, la production de céréales par an et par personne (plus de 300 kilos) est aujourd'hui largement supérieure aux besoins (200 kilos pour une alimentation normale). Le nombre de calories par foyer disponibles pour la consommation continue d'augmenter, même en Afrique<sup>65</sup>.

À l'échelle de la planète, on cultive aujourd'hui un peu plus de 10 % des terres émergées. À productivité inchangée, il en faudrait peut-être deux fois plus pour nourrir la population mondiale à l'horizon 2050. Or, il reste plusieurs milliards d'hectares

---

<sup>63</sup> FAO, *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde*, rapport annuel.

<sup>64</sup> Il faut 10 à 100 fois moins d'eau pour produire un kilo de pommes de terre, l'un des aliments les plus complets d'un point de vue nutritionnel, que pour produire un kilo de viande de bœuf.

<sup>65</sup> FAO, *Daily caloric supply per capita*, 2017.

de terres arables non exploitées dans le monde. Selon les calculs de la FAO, il y a – notamment dans les pays en développement, là où les besoins seront les plus importants dans les décennies à venir – d’immenses superficies de terres aptes à la culture pluviale, dans l’ex-URSS, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et surtout en Afrique subsaharienne, où l’on n’exploite que 60 % des terres arables. On rétorquera que la mise en culture de centaines de millions d’hectares supplémentaires peut être une menace pour la biodiversité. Toutefois, il suffit d’une augmentation constante mais modeste de la productivité – de l’ordre de 1 % par an – pour réduire considérablement le besoin de nouvelles terres<sup>66</sup>. (L’éventuel recours aux OGM permettrait, lui, de *diminuer* la surface aujourd’hui cultivée.) Et le recours aux techniques les plus modernes permet de réduire à la fois la surface cultivée, les quantités d’engrais utilisées, et l’érosion des sols.

Il existe un problème nutritionnel spécifique à l’Afrique – mais il est d’ordre humain et non naturel : conflits, mauvaise gouvernance, et insuffisance des transports, qui oblige les paysans à s’appuyer sur leur propre communauté. Les élites locales prélèvent une part excessive des exportations agricoles, ce qui freine le développement rural. Une grande partie des cultures sur le continent est perdue au stade de la production. Le poids des traditions (gestion patriarcale des terres, partage communautaire...) n’incite guère à l’accroissement des rendements. L’agriculture africaine est restée très peu productive ; le développement de l’irrigation et une utilisation plus intensive des engrais pourrait transformer la donne. Des facteurs géographiques (densité de population) et culturels (rôle de l’État) peuvent sans doute expliquer que l’Asie ait pu beaucoup mieux que l’Afrique exploiter pleinement la Révolution verte.

La planète pourra sans problème nourrir 10 ou 12 milliards d’habitants, et même plus. À condition, sans doute, de limiter le gaspillage, de développer les infrastructures de transport et l’électricité (réfrigération), d’arrêter la déforestation dans les régions où elle a, indirectement, des effets dévastateurs sur l’agriculture (cas de la région du lac Tchad), de mettre en culture de nouvelles terres, de développer les techniques d’irrigation les plus économes, de limiter la part des cultures destinées à l’alimentation animale (aujourd’hui, 80 % de la production de protéines végétales y est consacré), et d’accepter de bénéficier des progrès de l’agrobiologie.

Dans ce domaine comme dans d’autres, la Nature plaide non coupable. Comme le dit le géographe Sylvie Brunel, spécialiste de la question, « *la faim est liée non pas*

---

<sup>66</sup> Indur Goklany, *The Improving State of the World*, Washington, DC, The Cato Institute, 2007, p. 244.

à un problème de production mais à un problème de répartition »<sup>67</sup>. Si réduire la question de la malnutrition à un seul problème économique serait sans doute excessif, la formule a l'avantage de souligner l'intérêt des actions en faveur de la dynamisation des agricultures locales.

## Allons-nous manquer d'eau ?

À l'évidence, nous n'allons pas « manquer d'eau ». La ressource est abondante sur l'ensemble de la planète, et elle est renouvelable. Le manque d'eau est un problème de flux, non de stock. Mais les nappes aquifères sont souvent surexploitées. Et de nombreux pays, notamment au Moyen-Orient et en Asie, pourraient connaître dans les décennies qui viennent des situations de « stress hydrique » : un déficit d'accès à une eau non polluée pour les besoins de l'agriculture et de la vie courante.

Le manque d'eau est une tragédie, mais aussi un problème qui peut parfaitement être résolu sans changement radical des modes de vie. 71 % de la population mondiale a désormais un accès immédiat à l'eau potable, et 89 % à moins d'un quart d'heure de son lieu de résidence<sup>68</sup>. La consommation d'eau pour les besoins de l'agriculture – 70 % des ponctions d'eau douce – est devenue plus efficace.

Des solutions accessibles existent pour réduire la consommation. Dans les pays en développement, le gaspillage de l'eau utilisée pour l'agriculture en raison des fuites est énorme – au moins de l'ordre de 40 %. Alors que l'irrigation traditionnelle est très inefficace, la micro-irrigation, dont les techniques ont notamment été perfectionnées en Israël, s'avère une option particulièrement intéressante. Elle permet de réduire les besoins tout en augmentant les rendements.

Dans de nombreux pays en développement, la ressource en eau potable est abondante : elle est simplement mal exploitée. Dans plusieurs régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, on utilise moins de 5 % de l'eau renouvelable. Quant à la qualité de l'eau destinée à la consommation individuelle, elle pourrait être assez facilement améliorée par la réfection des canalisations et la distribution de pastilles de décontamination. Sans même parler de la désalinisation de l'eau de mer, dont le coût tend à diminuer et devient accessible aux pays en développement disposant d'une façade maritime.

<sup>67</sup> Sylvie Brunel, « La Terre peut nourrir douze milliards d'hommes », *Le Point*, 11 février 2010.

<sup>68</sup> Site Internet de l'OMS, juillet 2017.

Comme pour le déficit alimentaire, le stress hydrique est avant tout un problème de gestion locale, et non de rareté globale.

Il n'y donc aucune raison de penser que l'accroissement de la population conduira mécaniquement à un problème majeur de ressources, à la pauvreté ou à la famine.

---

## UN « ARC DE CRISE » AUTOUR DE L'EUROPE

Il n'en va pas de même pour la violence politique. Non pas tant en raison de la croissance démographique elle-même que de la manière dont celle-ci se déroule dans certaines régions du monde.

### Démographie et conflits

La distribution des crises et des conflits fait en effet apparaître ce que l'on appelle parfois en France un « arc de crise » qui va, *grosso modo*, de l'Afrique subsaharienne à l'Asie du Sud<sup>69</sup>. C'est également là que l'on trouve la majorité des pays n'ayant pas achevé leur transition démographique. Davantage qu'une corrélation, il y a un rapport de causalité entre les deux.

Dans l'étude des liens entre facteurs démographiques et violence politique, les théories malthusiennes ne sont plus guère considérées comme pertinentes aujourd'hui. Il n'y a plus lieu d'envoyer des cohortes de jeunes hommes conquérir de nouvelles richesses pour nourrir une population en croissance. En revanche, la théorie, plus récente, qui lie un « surplus » ou une « poussée » de jeunes (*youth bulge*) à un accroissement de la violence politique, s'avère beaucoup plus féconde. Elle se réfère à une proportion de jeunes adultes très importante dans la population. Il s'agit d'un domaine de recherche qui s'est avéré particulièrement fructueux depuis vingt ans. Les indicateurs prédictifs sont la proportion de jeunes dans la population totale, ou au regard de la seule population adulte, ainsi que l'âge médian. Par exemple, les pays comprenant plus de 20 % de 15-24 ans, ou dont cette classe d'âge représente plus de 35 à 40 % de la population adulte totale, ou encore dont l'âge médian est inférieur à 25,5 ans, ont bien davantage de chances de connaître des épisodes de violence collective.

On constate que la grande majorité des guerres civiles depuis les années 1970 sont bel et bien intervenues dans les pays connaissant de telles situations. Les cas de l'Irlande du Nord, du Sri Lanka, du Liban, de l'Algérie, de la Tchétchénie, du Kosovo, du Rwanda, du Congo, pour citer quelques exemples, entrent dans la catégorie des pays ou régions dont la pyramide des âges manifeste un surplus de

---

<sup>69</sup> On y trouve des territoires français : Mayotte, la Réunion.



jeunes. Plusieurs des révoltes arabes (Tunisie, Libye, Égypte) sont intervenues dans des pays connaissant la même situation<sup>70</sup>.

Il existe de surcroît un cercle vicieux du conflit armé : les pays en guerre sont ceux qui sont le moins à même de bâtir les conditions institutionnelles, politiques, économiques et sociétales permettant de réduire les risques de violence collective. Il en est de même pour la fécondité : si celle-ci, dès lors qu'elle se traduit par un surplus de jeunes, peut favoriser l'émergence de la violence collective, les conflits empêchent que les sociétés se développent et se modernisent<sup>71</sup>. L'âge médian est un indicateur assez fortement prédictif de l'évolution politique d'un pays (un État dont l'âge médian est inférieur à 25,5 ans a peu de « chances » d'être une démocratie libérale)<sup>72</sup>. De ce fait, la probabilité que des pays tels que les États du Sahel, l'Égypte, la Jordanie, l'Irak, le Yémen, ou encore le Pakistan ne deviennent des démocraties dans les 20-25 ans qui viennent reste faible. Et Stephen Smith n'a pas tort de suggérer que « *le profil démographique exceptionnellement jeune des sociétés subsahariennes diminue leurs chances de consolider des systèmes démocratiques* »<sup>73</sup>.

---

<sup>70</sup> L'évolution démographique des pays d'Afrique du Nord était considérée, dès 2008, comme étant de nature à favoriser le soutien à l'émergence de sociétés démocratiques dans la région (Richard P. Cincotta, « *How Democracies Grow Up* », Foreign Policy, mars-avril 2008).

<sup>71</sup> Ceci est d'autant plus vrai que certains acteurs non-étatiques (Boko Haram, Talibans...) cherchent, délibérément, à réduire l'accès des filles à l'éducation.

<sup>72</sup> Richard Cincotta, « *8 Rules of Political Demography That Help Forecast Tomorrow's World* », New Security Beat, 21 juin 2017. La corrélation est beaucoup moins claire pour les « petits » États (moins de 5 millions d'habitants).

<sup>73</sup> Stephen Smith, *La Ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route vers le Vieux Continent*, Paris, Grasset, 2018 (version électronique).

## Youth bulges et autres indicateurs de la violence politique

Le tableau ci-dessous comprend les principaux pays ayant connu des épisodes majeurs et durables de violence politique au cours des dernières années<sup>74</sup> :

	ISF 1990-1995	ISF 2005-2010	% 15-24 ans 2017	ISF 2015-2020 (rang)
Yémen	8,20	5,00	21,3 %	3,79 (12)
Somalie	7,53	7,10	20,0 %	6,12 (1)
Afghanistan	7,48	6,37	21,4 %	4,25 (10)
Mali	7,15	7,70	19,3 %	5,92 (2)
RDC	6,77	6,63	18,9 %	5,66 (3)
Soudan	6,65	5,60	20,3 %	4,43 (8)
Terr. palestiniens	6,60	4,60	21,2 %	3,91 (11)
Nigéria	6,37	5,91	19,1 %	5,42 (4)
Sud-Soudan	6,00	5,00	20,4 %	4,74 (7)
RCA	5,70	5,30	20,8 %	4,75 (6)
Pakistan	5,67	3,98	19,3 %	3,38 (13)
Irak	5,65	4,55	19,5 %	4,27 (9)
Libye	4,22	2,43	16,8 %	2,21 (15)
Syrie	4,80	3,35	20,8 %	2,84 (14)

On constate ainsi que la très grande majorité des États concernés connaissent une situation de *youth bulge*. Dans tous ces pays – à l'exception de la Libye – la proportion des 15-24 ans y est aux alentours de 20 %. Et la part des 15-24 ans parmi les 15-54 ans y est particulièrement élevée : elle est généralement comprise entre 35 et 40 %.

Naturellement, le lien de causalité n'est pas absolu : de nombreux États en situation de *youth bulge* ne connaissent aucune violence politique à grande échelle. L'utilité de cet indicateur à titre prédictif demande donc que soient simultanément pris en compte d'autres facteurs démographiques (y compris une analyse fine des différentiels démographiques entre minorités d'un même pays<sup>75</sup>), politiques, ou macro-économiques<sup>76</sup>.

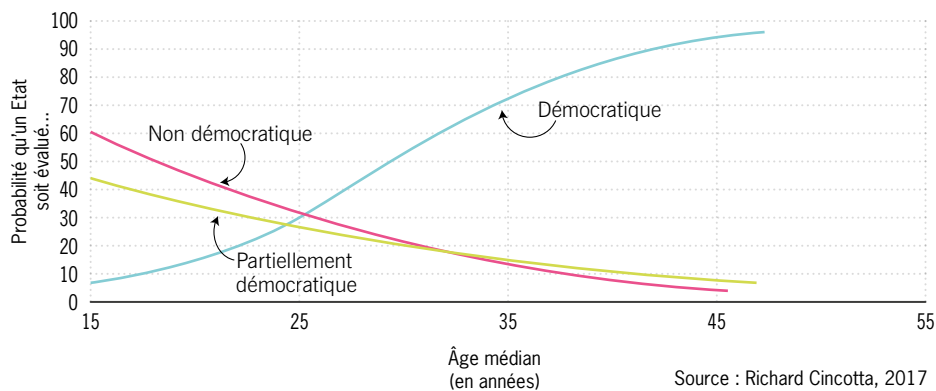
<sup>74</sup> ONU 2017.

<sup>75</sup> Richard P. Cincotta, « *Minority Youth Bulges and the Future of Intrastate Conflict* », Wilson Center, 13 octobre 2011.

<sup>76</sup> En outre, l'évolution de cet indicateur, dans les pays en transition démographique, n'est pas linéaire : il existe tout au long de cette transition des « échos démographiques » qui peuvent faire monter ou descendre la part de la population jeune.

## DÉMOCRATIE ET DÉMOGRAPHIE

Lien entre l'âge d'une population  
et son régime politique



À l'horizon 2025, les trois-quarts des pays connaissant des surplus de jeunes seront en Afrique subsaharienne, suivant en cela les taux de fécondité des années 2005-2010 (cf. *supra*). L'Afrique n'est pas la seule concernée, comme le montre le cas de l'Afghanistan. Ces pays ont ainsi de fortes chances de connaître des épisodes de violence et d'instabilité politique.

D'autres variables peuvent être prises en compte. Si le taux d'urbanisation ne semble pas être, en lui-même, particulièrement important, plusieurs études ont en revanche démontré qu'une croissance *rapide* de la population urbaine était un fort indicateur du risque de guerre civile. Dans les années 1990, les pays connaissant une croissance de la population urbaine de plus de 4 % par an auraient ainsi eu un risque de guerre civile deux fois supérieur aux autres<sup>77</sup>.

<sup>77</sup> Richard P. Cincotta et al., « *The Security Demographic: Population and Civil Conflict after the Cold War* », Population Action International, 2003.

## Différentiels de fécondité et crises politiques

Au sein d'un même pays, la fécondité peut être comme une arme de combat pour l'une des parties en présence, et/ou une menace par une autre partie. Cela a été le cas par exemple dans les Balkans, au Proche-Orient, ou en Asie du Sud. Avec souvent comme point commun la crainte d'une montée en puissance des populations musulmanes, qui attise le nationalisme serbe, juif, hindou ou birman.

Dans les années 1970, la forte croissance de la population musulmane au Liban avait conduit l'élite maronite à adopter des réactions défensives, et l'afflux massif de réfugiés palestiniens contribua à la déstabilisation du pays et à la guerre civile.

De nos jours, la violence du conflit syrien trouve en partie ses racines profondes dans la divergence des évolutions démographiques entre les communautés (déclin des Alaouites et des Druzes, montée en puissance des autres)<sup>78</sup>.

La question israélo-palestinienne révèle toute l'importance de ce facteur. Jusque dans les années 2000, Israël s'inquiétait de l'important différentiel de fécondité qui existait entre les deux populations<sup>79</sup>. C'est l'une des raisons pour lesquelles le Premier ministre Ariel Sharon avait décidé le retrait israélien de la bande de Gaza – qui eut, un temps, le taux de natalité le plus élevé au monde. Aujourd'hui, la situation, à défaut d'être inversée, est devenue plus complexe. La fécondité palestinienne, encore élevée, a diminué (3,91) tandis que celle des Israéliennes est 2,92 – un taux élevé pour un pays moderne, et qui tend même à augmenter légèrement<sup>80</sup>. Il s'explique notamment par la fécondité très élevée des orthodoxes. Entre la Méditerranée et le Jourdain, l'ISF tend à s'harmoniser autour de 3. Et les populations juives et arabes sont désormais à peu près équivalentes (6,5 millions de chaque côté<sup>81</sup>). Israël ne craint plus la « bombe démographique arabe ». Mais la composition de sa population évolue rapidement – de même que celle de la Cisjordanie – avec une forte croissance de la population orthodoxe.

<sup>78</sup> Youssef Courbage, « *Ce que la démographie nous dit du conflit syrien* », Slate, 15 octobre 2012.

<sup>79</sup> Le fort accroissement de la population palestinienne s'expliquait en partie par le soutien accordé par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine, ainsi que par l'accès partiel au système de santé israélien (hôpitaux).

<sup>80</sup> ONU 2017.

<sup>81</sup> Selon les statistiques israéliennes officielles dévoilées en 2018, la population palestinienne de Cisjordanie serait comprise entre 2,5 et 2,7 millions (3 millions selon l'estimation palestinienne, 1,8 seulement selon les colons), auxquels s'ajouteraient 1,84 millions d'Arabes israéliens et 2 millions de Gazaouis. Jeffrey Heller, « *Jews, Arabs nearing population parity in the Holy Land : Israeli officials* », Reuters, 26 mars 2018.

L'importance de ce facteur en tant que générateur de violence ne doit pas être exagérée. Le plus souvent, c'est en fait la *perception* d'un différentiel de croissance démographique qui importe sur le plan politique. Et les différentiels de fécondité peuvent aussi être un produit, et non une cause, des tensions entre communautés c'est-à-dire la réaction défensive d'une population se sentant menacée.

En tout état de cause, s'agissant des États multiethniques ou aux populations peu homogènes, l'évolution des taux de fécondité respectifs des différentes communautés doit être suivie avec attention, en tant qu'indicateur prédictif de tensions.

En conclusion, les données démographiques suggèrent que l'on doive s'attendre à une demande de stabilisation persistante dans la zone sahéenne, dans une partie du Moyen-Orient et en Afrique centrale.

---

## DES MIGRATIONS INÉVITABLES ?

La réponse à la question posée est évidemment « oui ». L'humanité est de plus en plus mobile. Le coût des transports s'abaisse, l'accès à l'information donne une image souvent positive de l'étranger, et les inégalités de développement font de l'émigration internationale une stratégie efficace de mobilité sociale<sup>82</sup>. 257 millions de personnes vivent aujourd'hui en dehors de leur pays d'origine<sup>83</sup>. Le stock d'émigrés a ainsi triplé depuis les années 1970, même s'il reste relativement faible au regard de la population mondiale (2,2 % en 1975, 3,3 % en 2015). Les populations d'immigrés les plus importantes sont aux États-Unis (50 millions), en Arabie saoudite, en Allemagne, et en Russie. Mais si la poursuite, et sans doute l'amplification du phénomène migratoire, est probablement inévitable, son intensité et sa forme restent sources d'interrogations.

### Des prévisions difficiles

L'ONU prévoit qu'entre 2015 et 2050, les principaux pays récipiendaires d'immigration seront les États-Unis, l'Allemagne, le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie, et la Russie. Les grands pays d'émigration seraient l'Inde, le Bangladesh, la Chine, le Pakistan, et l'Indonésie<sup>84</sup>. Une hiérarchie peu différente de ce qu'elle est aujourd'hui.

Mais la prospective dans ce domaine est complexe. Les grands flux structurels dépendent en effet autant des facteurs *pull* que des facteurs *push*. D'un côté, l'attractivité perçue des pays d'accueil en termes d'emploi et de regroupement communautaire – les diasporas exerçant un effet magnétique sur l'immigration, notamment lorsqu'elles comprennent un grand nombre de diplômés et d'étudiants. De l'autre, le manque d'opportunités économiques, la répression politique, l'insécurité et la criminalité<sup>85</sup>... La notion d'appel d'air – au sens où elle suggère, dans une acception courante, que les prestations sociales offertes aux immigrants joueraient un rôle majeur dans la décision d'émigrer ou de choisir tel ou tel pays – est, elle, plus douteuse.

---

<sup>82</sup> Branko, Milanovic, « *Global Inequality : From Class to Location, from Proletarians to Migrants* », Global Policy, 22 mai 2012.

<sup>83</sup> *UN International Migration Report 2017*.

<sup>84</sup> ONU 2017.

<sup>85</sup> Voir Christian Dustmann & Anna Okatenko, *Out-migration, Wealth Constraints, and the Quality of Local Amenities*, Discussion Paper Series n° 13/13, Centre for Research and Analysis of Migration, University College London, 24 mai 2013.

Quant à la grande pauvreté, elle est plutôt un obstacle qu'un déterminant de l'émigration : la République centrafricaine, la République Démocratique du Congo et le Niger, qui sont au nombre des pays les plus pauvres et les moins développés du monde, voient peu de leurs citoyens quitter leur pays<sup>86</sup>. Les migrants sont davantage des urbains scolarisés que des ruraux analphabètes. « *Il faut avoir un pactole de départ et une certaine vista du monde pour pouvoir envisager une nouvelle vie sur un autre continent* », écrit à juste titre Stephen Smith<sup>87</sup>. Contrairement à ce que l'on pense intuitivement, le développement tend ainsi à accroître, et non à diminuer, les flux migratoires<sup>88</sup>. La relation entre les deux peut être décrite sous la forme d'une courbe formant un U inversé : ce n'est qu'à partir d'un certain niveau de développement (mesuré en PIB par habitant) que la propension à l'émigration décroît. Ce qui conduit à un certain scepticisme quant au raisonnement trop souvent entendu sur la nécessité d'une aide au développement comme instrument de prévention de l'émigration<sup>89</sup>.

---

<sup>86</sup> Moins de 3 % de leur population vit à l'étranger.

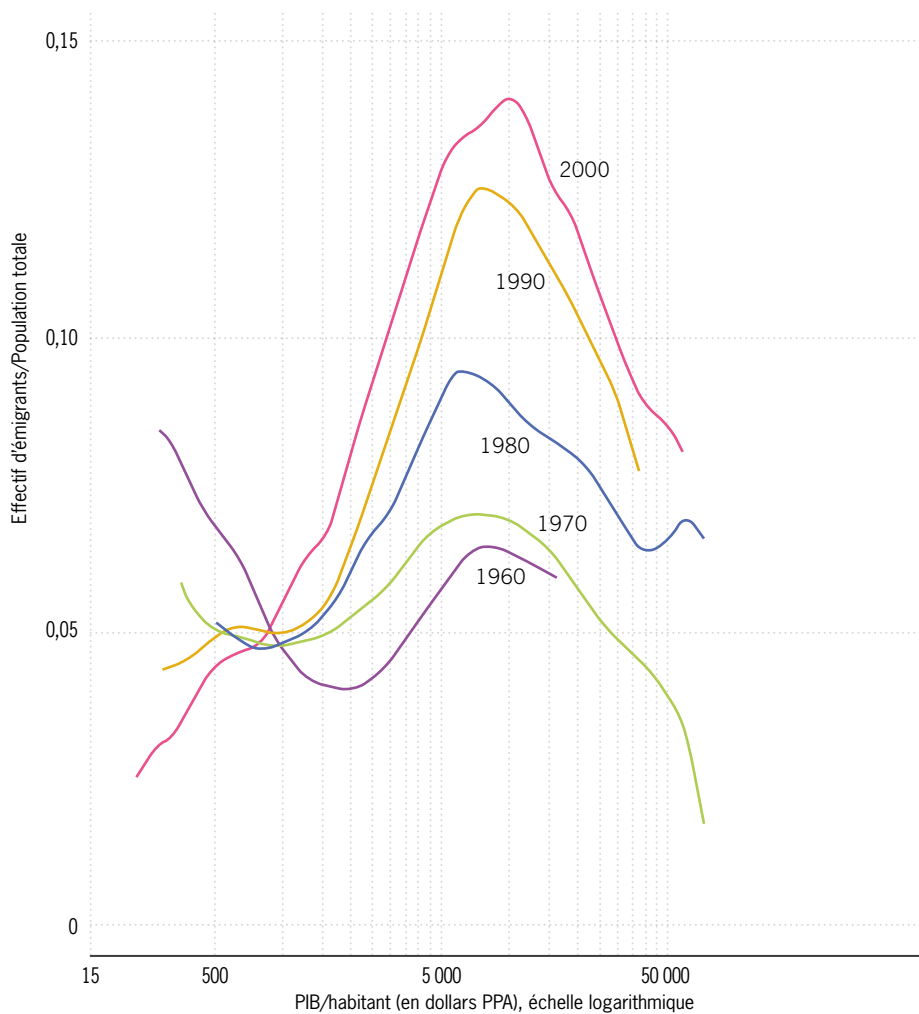
<sup>87</sup> Smith, *op. cit.*

<sup>88</sup> Michael A. Clemens, *Does Development Reduce Migration?* Discussion Paper Series n° 8592, Forschungsinstitut zur Zukunft der Arbeit, octobre 2014 ; et United Nations Economic Commission for Africa, *Patterns, levels and trends of African migration*, 2017, p. 3 (ci-après : UNECA 2017).

<sup>89</sup> Le processus de Khartoum lancé par l'Union européenne en 2014 vise à octroyer une assistance financière à une vingtaine de pays africains pour que ceux-ci « gardent » leurs migrants potentiels.

## PIB PAR HABITANT ET ÉMIGRATION

Relation entre le PIB par habitant d'un pays et la proportion de sa population qui émigre, 1960-2010



Source : Michael Clemens, 2014



Un accroissement *massif* des flux migratoires est-il inéluctable ? De nombreux États limitent davantage l'accès à leur territoire et contrôlent mieux leurs frontières ; mais, ce faisant, ils rendent aussi les navettes plus difficiles (et peuvent ainsi avoir pour effet pervers d'encourager l'émigration définitive). Et si l'émigration est rendue plus facile par l'abaissement du coût des transports, l'argument est réversible : il rend le retour tout aussi aisé<sup>90</sup>. Il est d'ailleurs intéressant de noter que le taux de migration intercontinentale net annuel, après avoir augmenté entre 1980 et 2010, a *diminué* dans les années 2010-2015<sup>91</sup>. Ce qui conforte les estimations du nombre de personnes se disant désireuses d'émigrer faites par l'institut Gallup (14 % de la population mondiale dans les années 2013-2016, contre 16 % dans les années 2007-2009)<sup>92</sup>.

Les flux soudains d'émigration sont encore moins prévisibles. Ils résultent de l'effondrement d'un État ou ensemble d'États (cf. le grand mouvement vers l'Est des populations européennes à la suite du délitement de l'Union soviétique dans les années 1990-1995), ou, comme c'est le cas le plus souvent, de la répression ou de la guerre : Proche-Orient dans les années 1950, Asie du Sud-Est dans les années 1970, Asie centrale dans les années 1980, Balkans dans les années 1990, Moyen-Orient depuis les années 2000... En 2017, le Haut-Commissariat aux Réfugiés dénombrait 65,6 millions de « personnes d'intérêt », dont 40,3 millions de déplacés, 22,5 millions de réfugiés (dont 5,3 Palestiniens dépendant de l'UNRWA, l'agence spécialisée de l'ONU) et 2,8 millions de demandeurs d'asile. Sur les réfugiés dépendant du HCR, les contingents les plus importants étaient, de loin, les Syriens, les Afghans et les Sud-Soudanais. Les principaux pays récipiendaires étaient la Turquie, le Pakistan, le Liban, l'Iran et l'Ouganda<sup>93</sup>.

<sup>90</sup> De fait, les restrictions peuvent avoir pour effet pervers, en réduisant la migration « circulaire », d'encourager la migration permanente. UNECA 2017, p.11.

<sup>91</sup> ONU 2017. Il s'agit peut-être d'un effet de la crise financière.

<sup>92</sup> Neli Esipova et al., « *Number of Potential Migrants Worldwide tops 700 Million* », Gallup News, 8 juin 2017.

<sup>93</sup> UNHCR (données 2016).

## Les barbares à nos portes

En 1973 paraissait un roman qui allait devenir, au fil des années et des rééditions, l'un des plus grands succès de l'histoire moderne de l'édition française : bien avant les prophètes des années 1990 qui annonceront l'affrontement de « l'Ouest » contre le « Reste », *Le Camp des Saints* (référence à l'Apocalypse de Jean, 20:8), décrivait, sous la plume de Jean Raspail, le débarquement sur la Côte d'Azur d'un million de miséreux fuyant la famine qui faisait rage en Asie du Sud<sup>94</sup>.

Un an plus tard, le président algérien Houari Boumediene semblait donner raison au romancier en avertissant à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, dans un discours resté célèbre : « *Un jour, des millions d'hommes quitteront l'hémisphère sud pour aller dans l'hémisphère nord. Et ils n'iront pas là-bas en tant qu'amis. Parce qu'ils iront là-bas pour le conquérir. Et ils le conquerront avec leurs fils. Le ventre de nos femmes nous donnera la victoire.* »

Sauf que ce célèbre discours anticolonialiste... ne comprend pas ce passage, ni aucun autre ayant de près ou de loin la même signification<sup>95</sup>. Pas plus que les autres discours publics de l'ancien président algérien. Jusqu'à plus ample information, il s'agit d'une citation inventée. Qui a pourtant été citée des centaines de milliers de fois sur Internet, un succès tout aussi pérenne que celui de l'ouvrage de Raspail (qui, est, à titre d'exemple, l'un des livres de chevet de l'influent Steve Bannon, ancien conseiller de Donald Trump).

La crainte d'un déversement des surplus de population du « Sud » vers le « Nord » est récurrente. La métaphore est en apparence séduisante : le Nord se vide, le Sud déborde, l'immigration massive est donc inéluctable. Cette vision mécaniste ne rend pas compte de la réalité.

En 1987, un institut de recherches français prévoyait que la population de l'Afrique du Nord allait bientôt égaler celle de l'Europe<sup>96</sup>. (La même année, le grand démographe français Alfred Sauvy publiait un ouvrage joyeusement intitulé *L'Europe submergée*<sup>97</sup>.) Mais sa définition de l'Afrique du Nord était la plus large possible, alors que celle de l'Europe était au contraire particulièrement étroite. Autre exemple : en 2003, un

<sup>94</sup> Jean Raspail, *Le Camp des saints*, Robert Laffont, 1973.

<sup>95</sup> UN Official Records, *UNGA Sixth Special Session, 2208th Plenary Meeting*, 10 avril 1974.

<sup>96</sup> Thierry de Montbrial (dir.), *Mondes en mouvement. RAMSES 1987-1988*, Economica, 1987.

<sup>97</sup> Alfred Sauvy, *L'Europe submergée. Sud-Nord dans trente ans*, Dunod, 1987.

expert estimait que le différentiel de population entre l'Europe et son « *arrière-pays* » (sic) passerait de 1,4 aujourd'hui à 2,75 en 2050. Mais l'arrière-pays en question allait jusqu'au Sénégal, au Soudan, au Yémen et... au Pakistan<sup>98</sup>.

L'Europe n'en a pas moins connu, pour la deuxième fois en moins de trois décennies, un « orage parfait » dans les années 2010, avec la conjonction de l'arrivée massive de Syriens et d'Irakiens, de la poursuite de flux anciens en provenance d'Afghanistan et des Balkans, et dans une moindre mesure d'un afflux d'Africains tirant parti – si l'on peut dire – du chaos libyen et du spectaculaire boom du marché du passage qui l'a accompagné. L'Allemagne a ainsi fait face à plus d'un million de demandes d'asile, dont une grande partie a été acceptée<sup>99</sup>. En 2015, au pic de la crise des réfugiés, 1,3 millions de demandes d'asile avaient été déposées en Europe<sup>100</sup>. Pour les années 2015-2017, près de trois millions de premières demandes ont été faites. Elles venaient dans leur grande majorité de Syriens, d'Irakiens, d'Afghans, mais aussi de Pakistanais, de Nigériens, d'Iraniens, d'Erythréens, d'Albanais et de Russes<sup>101</sup>. Environ un million de cas ont été traités chaque année, dont plus de la moitié en Allemagne<sup>102</sup>. Le taux de réponses positives a varié selon les années, mais il est de l'ordre de la moitié (entre 40 et 60 %)<sup>103</sup>. Le stock annuel de demandes en attente à la fin de l'année reste élevé : de 1 094 100 fin 2016, il était encore de 927 300 fin 2017 (dont la moitié en Allemagne). Car le flux a très nettement diminué mais il ne s'est pas tari : en 2017, l'agence FRONTEX a dénombré 204 000 arrivées illégales aux frontières européennes (dont désormais une majorité d'Africains) contre 511 000 en 2016 et 1 822 000 en 2015<sup>104</sup>.

En dépit de l'ampleur extraordinaire du phénomène, qui a contribué à la montée des populismes en Europe, nos sociétés n'ont pas été, jusqu'à présent, profondément déstabilisées – en tout cas beaucoup moins que ne le craignaient certains augures. Et

<sup>98</sup> Paul Demeny, « *Population policy dilemmas in Europe at the dawn of the twenty-first century* », *Population and Development Review*, vol. 29, n° 1, 2003.

<sup>99</sup> De 2015 à 2017, l'Allemagne a reçu 1 330 000 demandes d'asile. 700 000 ont été acceptées, 60 000 sont en attente, 570 000 demandeurs ont été déboutés (115 000 sont partis volontairement, 68 000 ont été expulsés, pour un solde d'environ 300 000). EUROSTAT.

<sup>100</sup> Le record précédent était de 672 000 en 1992 (dû aux guerres balkaniques). Depuis la fin de la Guerre froide, le principal flux d'immigration a été un flux Est-Ouest (environ 20 millions au cours des 25 dernières années).

<sup>101</sup> EUROSTAT. En 2017, 705 000 demandes d'asile ont été faites (dont 605 000 premières demandes), la majorité d'entre elles en Allemagne (198 000, soit 31 %), suivie par l'Italie et la France.

<sup>102</sup> 1,1 million en 2016, 0,9 million en 2017.

<sup>103</sup> En 2017, 46 % des décisions ont été positives, ce qui a conduit à donner à 444 000 personnes l'autorisation de demeurer sur le territoire européen au titre du statut de réfugié (222 000), de la protection subsidiaire (159 000), ou pour des raisons humanitaires (63 000). Le taux d'acceptation des demandes a ainsi doublé (il passé d'un quart à la moitié), ce qui reflète l'afflux de citoyens de pays en guerre.

<sup>104</sup> FRONTEX, *Risk Analysis for 2018*.

malgré la politique très accueillante de l'Allemagne – de loin le premier pays concerné – Mme Angela Merkel est toujours chancelière de la République fédérale.

L'avenir propose toutefois un tableau contrasté, qui doit conduire, sans catastrophisme, à prendre très au sérieux la question migratoire.

## L'Afrique va-t-elle nous envahir ?

Car au-delà du débat actuel sur les réfugiés, un spectre hante l'Europe : celui d'un « exode » massif des Africains vers le Vieux continent, la métaphore biblique étant autant usitée que les images géophysiques (« tsunami », « submersion »...).

La population de l'Afrique (2,52 milliards d'habitants) en 2050 sera plus de trois fois supérieure à celle de l'Europe. En 2006, Jacques Chirac avertissait : « *si on ne développe pas cette Afrique, et donc si on ne met pas en œuvre les moyens nécessaires à son développement, ces gens inonderont le monde* »<sup>105</sup>. Se projetant allègrement jusqu'en 2100 pour les besoins de la cause, d'aimables spécialistes n'hésitent pas à appeler leur petit ouvrage collectif *Afrique : le cauchemar démographique. Les 4,2 milliards d'Africains pourraient-ils submerger l'Europe*<sup>106</sup> ?

Sachons raison garder. L'accroissement naturel de la population du continent africain ne se traduira pas mécaniquement par une augmentation des migrations vers l'Europe dans les mêmes proportions, et l'Afrique subsaharienne ne prépare pas son invasion du continent.

Les Africains émigrent relativement peu. L'Afrique est ainsi le continent qui comprend les flux migratoires les moins élevés en proportion de la population totale. La proportion d'Africains vivant à l'étranger était de 1,1 % en 1990, et de 1,4 % en 2015<sup>107</sup>. Les Africains représentent 16,6 % de la population mondiale mais seulement 14,1 % des immigrés dans le monde, soit 36,3 millions de personnes<sup>108</sup>. Lorsqu'ils émigrent, c'est d'abord dans leur voisinage : les flux migratoires africains sont d'abord internes au continent, et près de la moitié des migrants africains vit ainsi en Afrique. Et ceux qui le quittent sont nombreux à se rendre dans des régions en plein développement

<sup>105</sup> Interview télévisée, 14 juillet 2006.

<sup>106</sup> Yves-Marie Laulan (dir.), *Afrique : le cauchemar démographique. Les 4,2 milliards d'Africains pourraient-ils submerger l'Europe*, L'Aencre, 2015.

<sup>107</sup> UNECA 2017, p. 12.

<sup>108</sup> UN International Migration Report 2017.

(péninsule arabique), ainsi qu'en Amérique du Nord. Le nombre de personnes nées en Afrique et vivant aux États-Unis était de 80 000 en 1970, de 881 000 en 2000, et de plus de deux millions en 2015<sup>109</sup>. C'est vrai également pour les seules populations sub-sahariennes : seuls 2 % des natifs de cette sous-région vit à l'étranger (3 % en moyenne pour les pays en développement), dont 0,7 % en-dehors de l'Afrique. En proportion de la population totale de leurs pays, les ressortissants du sud du continent émigrent beaucoup moins hors d'Afrique que ceux du nord : les plus forts contingents sont en Côte d'Ivoire (ce sont les immigrés Burkinabés) et en Afrique du Sud (les Zimbabwéens)<sup>110</sup>. En 2013, environ 20 millions vivaient hors de leur pays, dont 6,6 millions hors d'Afrique – à 90 % dans les pays développés, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France (un peu plus de 40 % d'entre eux vivent sur le continent européen)<sup>111</sup>. Cette population est de plus en plus qualifiée (ayant bénéficié d'une éducation supérieure)<sup>112</sup>.

---

<sup>109</sup> Monica Anderson, *African immigrant population in US steadily climbs*, Pew Research Center, 14 février 2017.

<sup>110</sup> *UN International Migration Report 2017*.

<sup>111</sup> Jesus Gonzalez-Garcia et al., *Sub-Saharan African Migration : Patterns and Spillovers, Spillover Notes*, Spillover Task Force, FMI, novembre 2016.

<sup>112</sup> *Migrations subsahariennes : les idées reçues à l'épreuve des chiffres*, Question de développement n° 29, Agence française de développement, novembre 2015.

## LES MIGRATIONS AFRICAINES



Les Africains ne constituent qu'une petite minorité de la population de l'Europe. Sur les 20 millions d'étrangers non européens présents sur le continent, la moitié viennent d'Afrique<sup>113</sup>. Ils vivent presque tous (soit un peu moins de neuf millions) au sein de l'Union et proviennent très majoritairement de la partie septentrionale du continent (Algérie, Maroc, Tunisie...)<sup>114</sup>.

Constatant que nombre d'Africains sont désormais assez riches pour émigrer, comme les Mexicains des années 1970, Stephen Smith se demande si l'Afrique sera ainsi « *le Mexique de l'Europe* ». On peut en douter. Non seulement la Méditerranée n'est pas le Rio Grande, mais, surtout, si l'Europe a un « Mexique », ce n'est pas tant l'Afrique subsaharienne que le Maghreb – d'où d'importants flux migratoires vers le Vieux continent ont déjà eu lieu.

On peut être effrayé par le rapport d'un à trois qui distinguera, en 2050, la population européenne de la population africaine. Mais il faut alors rappeler que l'espace africain est justement trois fois plus grand que l'espace européen, et surtout qu'il comprend encore d'immenses espaces habitables vides<sup>115</sup>. C'est la raison pour laquelle nombre de dirigeants africains continuent de dire, non sans un certain sens de la provocation, que l'Afrique est en fait sous-peuplée.

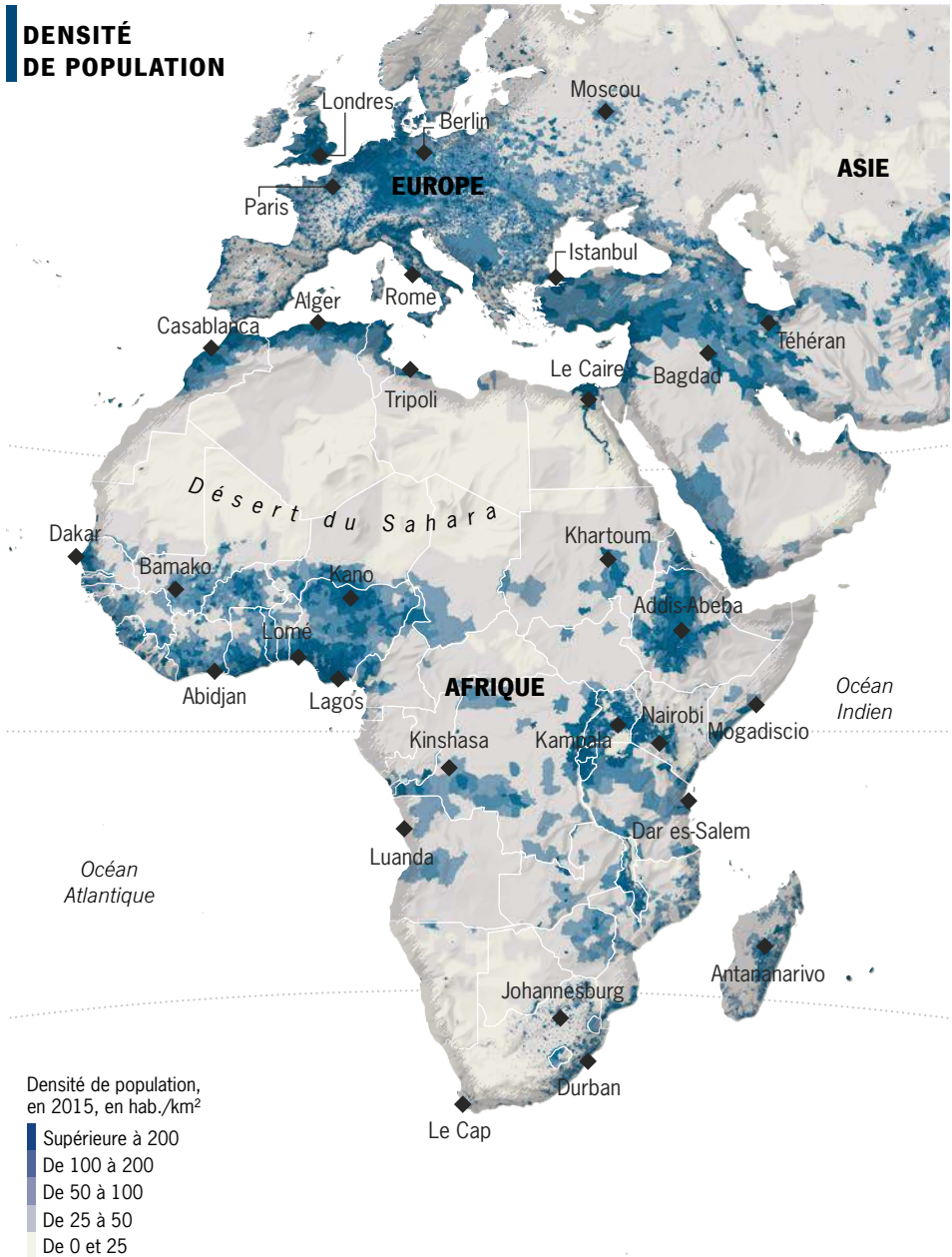
---

<sup>113</sup> UN *International Migration Report 2017*.

<sup>114</sup> Selon EUROSTAT, 16,9 % du total des résidents de l'UE nés à l'étranger en 2011. Selon l'OMI : 16,6 % en 2015.

<sup>115</sup> Onze des vingt pays les moins densément peuplés du monde se trouvent en Afrique, et un seul des vingt les plus densément peuplés (Maurice, l'un des plus riches du continent).

**DENSITÉ  
DE POPULATION**





## Le Sahel est mal parti

Il reste que certaines tendances et projections sont préoccupantes.

L'émigration des Africains s'accélère (en stock, 21,6 millions en 2000, 36,3 en 2017), et sa proportion transcontinentale est elle aussi en accroissement<sup>116</sup>. L'immigration africaine dans les pays de l'OCDE, et notamment vers l'Europe, a ainsi considérablement augmenté depuis les années 1970. Le flux d'Afrique vers l'Europe a doublé entre 1990 et 2015, et notre continent héberge aujourd'hui un quart des émigrés africains<sup>117</sup>. Cette augmentation a essentiellement concerné les individus originaires d'Afrique du Nord, qui représentent en moyenne les deux tiers des émigrés africains vers l'Europe<sup>118</sup>. Actuellement, l'émigration transcontinentale légale vers les pays de l'OCDE représenterait environ 700 000 personnes par an ; l'émigration illégale, quelques dizaines de milliers (le record ayant été l'année 2016, avec 100 000 arrivées)<sup>119</sup>.

Les flux en provenance de la seule Afrique subsaharienne suivent la même évolution : ils augmentent en volume et leur part transcontinentale s'accroît (25 % en 1990, 33 % en 2013) ; ils comprennent de plus en plus de migrants dits économiques (50 % en 1990 soit 1 million, 90 % en 2013 soit 6 millions)<sup>120</sup>. Selon des projections faites par une *task force* du FMI, ils pourraient être, dans les pays de l'OCDE, 18 millions en 2040 et 34 millions en 2050 (et représenteraient alors 2,4 % de la population de ces pays, contre 0,4 % en 2015)<sup>121</sup>.

Comme le suggère Stephen Smith, les conditions économiques sont désormais réunies sur le continent pour un accroissement significatif des flux migratoires du Sud au Nord : « *l'Afrique émergente est sur le point de subir cet effet d'échelle : hier dépourvues des moyens pour émigrer, ses masses sur le seuil de la prospérité se mettent aujourd'hui en route vers le "paradis" européen* »<sup>122</sup>.

<sup>116</sup> UN *International Migration Report 2017*.

<sup>117</sup> UNECA 2017, p. 21.

<sup>118</sup> UNECA 2017, pp. 12-14.

<sup>119</sup> UNECA 2017, p. 17.

<sup>120</sup> Jesus Gonzalez-Garcia et al., *Sub-Saharan African Migration : Patterns and Spillovers, Spillover Notes, Spillover Task Force*, FMI, novembre 2016. Les demandes d'asile faites dans un pays de l'UE par les ressortissants de la seule Afrique subsaharienne sont minoritaires : entre 5 et 10 % des demandes selon les années.

<sup>121</sup> Jesus Gonzalez-Garcia et al., *Sub-Saharan African Migration : Patterns and Spillovers, Spillover Notes, Spillover Task Force*, FMI, novembre 2016.

<sup>122</sup> Smith, *op. cit.*

Pour l'Europe, une région particulière retient l'attention. Il n'est pas totalement exagéré de qualifier le Sahel de « *bombe démographique* »<sup>123</sup>. Le Niger, qui avait 3 millions d'habitants en 1960, en aura 68 millions en 2050... et sera encore le pays le plus jeune du monde. Même s'il dispose encore de terres vierges, sa superficie totale cultivable n'est que d'environ 10 %, et les sols arables sont très dégradés dans la bande sahélienne. La prospective laisse entrevoir des migrations significatives vers l'ouest. Le dernier rapport du *National Intelligence Council* américain (2017) voit les jeunes du Sahel émigrer essentiellement vers l'Algérie, le Ghana, le Kenya, le Maroc, le Sénégal, et la Tunisie<sup>124</sup>. Si elles se réalisaient, les évolutions climatiques défavorables entrevues pour cette région ne pourront qu'accroître la pression migratoire (même si, comme on le verra plus loin, la notion même de réfugié climatique est sujette à caution)<sup>125</sup>. C'est pour ces raisons que certains experts estiment que l'émigration sahélienne pourrait concerner 40 millions de personnes d'ici la fin du siècle<sup>126</sup>.

Le dividende ou bonus démographique (cf. *supra.*) n'existe quasiment pas en Afrique, en tout cas dans l'immédiat : la baisse de la fécondité y est trop lente, et les perspectives de croissance de l'emploi trop modestes<sup>127</sup>. Il est peu probable que la croissance économique prévisible sur le continent suffira à absorber les importantes cohortes de jeunes en âge de travailler qui vont se présenter sur le marché. Le dividende démographique en Afrique ne contribuerait qu'à hauteur de 10 à 15 % de la croissance du PIB africain d'ici 2030<sup>128</sup>. Un centre de recherches prévoit ainsi qu'à l'horizon 2040, cette population sera de 823 millions (contre 395 en 2015) alors que l'offre d'emploi en Afrique subsaharienne ne serait que de 773 millions<sup>129</sup>.

Au bilan, si les perspectives de l'immigration africaine vers l'Europe ne relèvent guère de la prophétie cauchemardesque, nos pays doivent prendre pleinement conscience de ce que cette dernière sera un paramètre important de l'avenir démographique du continent. Qu'il faudra gérer d'une manière ou d'une autre, sans doute en évitant tout autant « *l'irénisme humanitaire* » que « *l'égoïsme nationaliste* » (Stephen Smith)<sup>130</sup>.

<sup>123</sup> Laurence Caramel, « *Le Sahel est une bombe démographique* », Entretien avec Michel Garenne, *Le Monde*, 16 janvier 2017.

<sup>124</sup> *National Intelligence Council*, *Global Trends 2035*, 2017, p. 164.

<sup>125</sup> Selon certaines projections, elles pourraient conduire, à l'horizon 2100, à un « surplus » migratoire annuel vers l'Europe compris entre 98.000 et 660.000. Anouch Missirian & Wolfram Schlenker « *Asylum applications respond to temperature fluctuation* », *Science*, 2017 (358).

<sup>126</sup> Laurence Caramel, « *Le Sahel est une bombe démographique* », Entretien avec Michel Garenne, *Le Monde*, 16 janvier 2017.

<sup>127</sup> Gilles Pison, « *En 2100, plus d'un terrien sur trois africain ?* » *The Conversation*, 19 septembre 2017.

<sup>128</sup> Désaunay et al., *op. cit.*, p. 28.

<sup>129</sup> Karen McVeigh, « *Africa facing shortfall of 50 million jobs by 2040, report says* », *The Guardian*, 27 juin 2017.

<sup>130</sup> L'ouvrage de Stephen Smith (*op. cit.*) fournit un éclairage précieux, approfondi et – surtout – et dépassionné sur ce sujet.

Car l'enfer migratoire africain est pavé des bonnes intentions européennes. L'aide au développement ? Elle est susceptible, comme on l'a vu, d'accroître l'ampleur du phénomène. La répression et la fermeture des frontières ? Elles peuvent encourager l'émigration définitive et ainsi avoir un caractère contre-productif. L'assistance humanitaire ? Elle suscite un effet d'appel si elle crée la perception d'une diminution du risque encouru. Le démantèlement des filières de passage ? Mal géré, il peut conduire à la reconversion des passeurs vers des trafics plus lucratifs, voire à l'embrigadement dans des groupes violents<sup>131</sup>. Depuis 2016, l'Europe tente de mettre en place des programmes bilatéraux spécifiques et ciblés avec certains États (Ethiopie, Nigéria, Niger, Mali, Sénégal), mais ses résultats sont encore insatisfaisants.

## Les « réfugiés climatiques », une notion contestable

Il convient en revanche de relativiser considérablement un autre fantasme, celui des déplacements massifs et inexorables de populations du fait du changement climatique.

Le réchauffement climatique pourrait-il conduire à un accroissement global des migrations ? C'est probable. Mais ici encore, la prudence est de mise<sup>132</sup>. Le biologiste Norman Myers estimait dans les années 1990 que les « réfugiés climatiques » étaient déjà 25 millions, et que leur nombre doublerait quinze ans plus tard, pour atteindre peut-être 200 millions en 2050<sup>133</sup>. Cette projection pour le moins hasardeuse, dénuée de toute base scientifique, a malheureusement été reprise depuis lors par de nombreuses publications et discours alarmistes, sans aucun recul critique. En 2009, une étude de l'université de Columbia prévoyait 700 millions de réfugiés climatiques en 2050<sup>134</sup>. L'ONG Christian Aid en prévoyait, elle, pas moins d'un milliard à cet horizon<sup>135</sup>. Sans plus de précision méthodologique. La FAO, elle, estime qu'il y avait, en 2015, 19 millions de personnes déplacées pour cause de phénomènes climatiques (26,4 millions en moyenne sur la période 2008-2015)<sup>136</sup>.

<sup>131</sup> Voir sur ce sujet l'enquête de Peter Tinti à propos du Niger, « *A Dangerous Immigration Crackdown in West Africa* », *The Atlantic*, 11 février 2018.

<sup>132</sup> Nous reprenons ici une analyse développée in Bruno Tertrais, *Les guerres du climat. Contre-enquête sur un mythe moderne*, Éditions du CNRS, 2016.

<sup>133</sup> Norman Myers, « *Environmental refugees in a globally warmed world* », *Bioscience*, vol. 43, n° 11 (1993); idem, « *Environmental Refugees* », *Population and Environment*, vol. 19, n° 2 (1997).

<sup>134</sup> Koko Warner, « *In Search of Shelter: Mapping the Effects of Climate Change on Human Migration and Displacement* », Earth Institute of Columbia University, mai 2009.

<sup>135</sup> Christian Aid, *Human Tide: The Real Migration Crisis*, 2007.

<sup>136</sup> Site Internet de la FAO.

On est donc dans le flou le plus total.

Et ce n'est pas surprenant. Car la notion même de « réfugiés climatiques » (proposée par un rapport de l'ONU dès 1985) pose problème. Les déplacements liés à des causes environnementales sont généralement progressifs, et très dépendants des opportunités économiques qui se présentent ailleurs : l'évolution du climat est ainsi une cause profonde plutôt qu'immédiate, et les « réfugiés » sont en fait plutôt des « migrants ». Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) le reconnaît lui-même : « *la plupart des études relatives au climat et aux migrations indiquent que les facteurs environnementaux sont des déclencheurs et non des causes de la décision de migrer* »<sup>137</sup>. Elles dépendent aussi des ressources nécessaires : tout le monde n'a pas les moyens de partir des zones exposées. D'ailleurs, « *à ce jour, il est difficile d'isoler des exemples précis dans lesquels le changement climatique est (...) la principale cause de migration* »<sup>138</sup>. Le GIEC souligne qu'il est « *difficile de catégoriser un individu particulier comme migrant climatique* » et qu'il existe « *un large accord (...) pour dire que l'emploi du terme réfugié climatique est scientifiquement et juridiquement problématique* »<sup>139</sup>.

Autre raison de contester la notion même de réfugiés climatiques : les ouragans, les inondations et les sécheresses peuvent créer des déplacements massifs de personnes. Mais ces catastrophes ont toujours existé ; comment et pourquoi, alors, ranger leurs victimes dans une catégorie particulière, distinguant ainsi ces déplacements de population de ceux causés par les catastrophes d'origine géophysique (tremblements de terre, tsunamis, éruptions volcaniques), et dans lesquelles les activités humaines n'ont pas de responsabilité? D'autant que, selon le GIEC, « *les événements météorologiques extrêmes ne sont pas nécessairement associés au déplacement* », qui est une « *stratégie de dernier recours*<sup>140</sup> ». Et ce déplacement est généralement réversible : à la suite d'une catastrophe, la plupart des déplacés cherchent ensuite à revenir chez eux et à rebâtir.

Le GIEC ajoute que l'émigration, loin d'être systématiquement un drame, peut être une bonne stratégie d'adaptation de nature à réduire les risques dans les lieux très

<sup>137</sup> Neil W. Adger et al., « Human Security », in *Climate Change 2014, Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment, Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, p. 771.

<sup>138</sup> Michael Werz & Laura Conley, *Climate Change, Migration, and Conflict. Addressing complex crisis scenarios in the 21st Century*, Center for American Progress / Heinrich Böll Stiftung, janvier 2012, p. 11.

<sup>139</sup> Adger et al. *op. cit.*, p. 768, p. 771.

<sup>140</sup> *Ibid*, p. 767, p. 771.

vulnérables. Et que certaines évolutions locales du climat peuvent être associées à une augmentation de la productivité agricole, et ainsi *réduire* les flux migratoires...

Les grands flux de populations liés au changement de l'environnement ou du climat, qu'ils soient rapides à la suite d'une catastrophe (« réfugiés »), ou lents du fait des modifications des conditions locales (« migrants ») resteront probablement exceptionnels et « gérables », même s'ils pourront transformer l'identité d'un pays : le *Dust Bowl*, série de tempêtes de poussières qui affectèrent pendant une décennie les grandes plaines d'Amérique du Nord, provoqua la migration vers l'ouest de deux à trois millions de personnes.

Le même raisonnement vaut pour les populations qui pourraient être affectées par la montée du niveau de la mer<sup>141</sup>. Pour l'instant, les communautés vivant sur les îles à très faible élévation n'ont pas choisi de migrer – et lorsqu'elles l'ont fait, c'est par attrait économique, comme certains habitants des îles Tuvalu partant pour la Nouvelle-Zélande. Certains grands pays seraient indubitablement affectés, parfois de manière profonde, par une hausse importante du niveau de la mer : on pense à ceux dont une grande part de la population vit en zone côtière de basse élévation, tels que le Vietnam, le Bangladesh, l'Égypte, la Thaïlande, le Japon. Mais sauf à ce que les scénarios les plus pessimistes construits par le GIEC se réalisent, est-il inconcevable d'imaginer que l'Homme puisse tout simplement s'adapter à une montée des eaux de quelques millimètres par an, comme il le fait depuis des siècles ? D'autant qu'à ce rythme, certains pays continueraient à gagner autant en surface par sédimentation qu'ils n'en perdront du fait de l'érosion. L'engloutissement partiel du Bangladesh, l'une des zones les plus densément peuplées du monde, est une hypothèse plus que fragile : elle ne tient pas compte de l'apport de sédiments charriés par les rivières de l'Himalaya (au moins un milliard de tonnes par an), qui compensera largement la montée du niveau de la mer. Qui, lorsqu'elle se manifeste aujourd'hui, est essentiellement causée par la destruction des barrières naturelles (mangroves) par les populations locales et d'autres activités humaines (barrages, ports...).

La notion de réfugiés climatiques nourrit le fantasme des migrations massives de hordes de pauvres en guenilles assiégeant les pays riches tels une armée de zombies. Elle en dit au fond beaucoup plus sur les peurs ancestrales européennes que sur la réalité prévisible des effets des changements climatiques.

---

<sup>141</sup> En tenant compte du fait que l'élévation locale du niveau de la mer tient bien davantage à la subsidence (naturelle par exemple pour les îles volcaniques, ou artificielle dans nombreuses zones habitées, par exemple du fait de prélèvements excessifs des nappes phréatiques), c'est-à-dire à la « baisse du niveau de la terre ». Des grandes villes telles que Bangkok, Ho Chi Minh Ville, Djakarta ou Manille tendent ainsi à s'enfoncer.

## Combien d'étrangers en Europe ?

### Stock

Pour l'Europe toute entière : en 2017, il y avait 77,9 millions d'immigrants sur le continent, soit 10,5 % de sa population totale. Les principaux pays d'accueil étaient la Russie, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France. Sur ce total, on comptait 20 millions d'étrangers non européens<sup>142</sup>.

Pour la seule Union européenne, le nombre total de résidents dans les pays de l'Union nés dans un autre pays que celui de leur résidence est de 57,3 millions, soit 11 % de sa population<sup>143</sup>. 64 % d'entre eux (soit 36,9 millions) sont nés dans un pays non membre de l'Union (Marocains, Turcs, Russes...). Parmi eux, on compte 21,6 millions de ressortissants étrangers – soit 4,2 % de la population totale de l'Union – dont environ neuf millions d'Africains (les Marocains formant le plus gros contingent). Le stock d'immigrants en situation irrégulière au sein de l'UE fait l'objet d'estimations très diverses ; le *Clandestino Research Project* donnait une fourchette de 1,9 à 3,8 millions à la fin des années 2000.

### Flux

Le *Pew Research Center* a estimé que la migration nette totale (entrées moins sorties) vers l'Europe (y compris Norvège et Suisse et toutes catégories confondues, dont 1,4 million de réfugiés) avait été de l'ordre de 7 millions entre mi-2010 et mi-2016, soit environ 1,2 million en moyenne par an, mais sans compter 1,7 million de réfugiés supplémentaires dont la demande d'asile était, selon cette étude, susceptible d'être refusée. Toutes catégories confondues là encore, les principaux pays d'origine (plus de 200 000 personnes chacun) étaient, dans l'ordre, la Syrie, l'Inde, le Maroc, le Pakistan, le Bangladesh, les États-Unis, la Chine et l'Iran<sup>144</sup>.

Pour la seule UE, les flux entrants annuels – y compris intracommunautaires – représentent un total de l'ordre de 4,5 millions, dont plus de la moitié venant de pays hors UE. En prenant en compte un flux sortant de l'ordre de 3 millions, le

<sup>142</sup> UN *International Migration Report 2017*. L'Europe comprend ici l'ensemble des pays du continent européen y compris la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie, l'ex-Yougoslavie... mais ni la Turquie ni les États du Caucase.

<sup>143</sup> EUROSTAT. Ils étaient 51 millions en 2014 et 49 millions en 2011.

<sup>144</sup> *Europe's Growing Muslim Population*, *Pew Research Center*, novembre 2017.

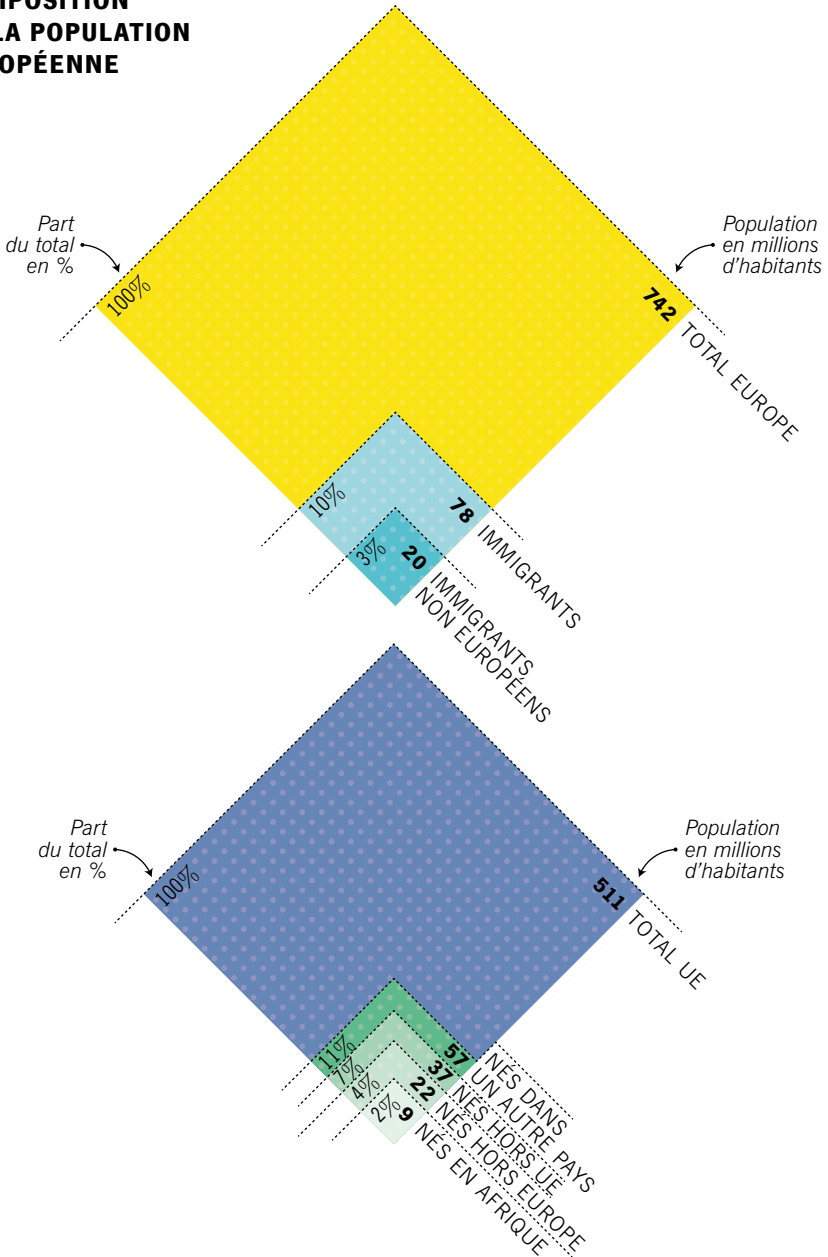
solde migratoire annuel est d'environ 1,5 million d'immigrants<sup>145</sup>. L'Allemagne est le principal pays européen d'immigration et d'émigration, notamment du fait de la crise des réfugiés<sup>146</sup>. Mais, en ce qui concerne l'immigration régulière, le flux d'Asie du Sud vers le Royaume-Uni reste le plus important.

---

<sup>145</sup> En 2016, 4,3 millions d'entrants vers un pays de l'UE (dont la moitié provenant de pays non-UE), et au moins trois millions de sortants, soit un solde migratoire positif de 1,3 millions. En 2015, 4,7 millions d'entrants vers un pays de l'UE (idem), et 2,8 millions de sortants, soit un solde migratoire positif de 1,9 million.

<sup>146</sup> EUROSTAT.

## COMPOSITION DE LA POPULATION EUROPÉENNE





---

## EURASIE : LE DÉFI SOCIÉTAL

Dans les décennies qui viennent, la plupart des pays de l'ensemble eurasiatique (Europe, Russie, Asie de l'Est) vont faire face à des défis sociétaux importants liés à leurs évolutions démographiques. Le vieillissement est leur point commun. L'accroissement de la charge des retraites sera particulièrement important en Asie du Nord-Est et en Europe du Sud : les pays dans lesquels le ratio entre plus de 65 ans et 20-64 ans va le plus augmenter sont le Japon et la Corée du Sud d'une part, l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Italie d'autre part<sup>147</sup>. De plus, les migrations feront évoluer ces prévisions dans un sens ou dans un autre, non sans conséquences sociétales majeures<sup>148</sup>.

### Le dilemme des vieux pays

Mais les défis qui se présentent ne sont pas les mêmes pour tous les pays concernés.

Parler de vieillissement est insuffisant. Au vu de l'allongement de la durée de la vie et des progrès dans le domaine de la santé, ceux que l'on appelle encore aujourd'hui les *seniors* ne sont plus seulement une charge : ils travaillent, consomment, créent, inventent. Les pays les plus âgés (Europe, Russie, Japon, Corée du Sud... mais pas la Chine) n'en devront pas moins arbitrer entre acceptation du déclin démographique – avec ses conséquences économiques et politiques (qui ne sont pas toutes négatives : une faible natalité diminue les dépenses d'éducation) – et réformes majeures (retraites, immigration...) – avec leurs implications sociétales et culturelles.

Si le « Vieux Continent » devait faire face à de nouvelles vagues de réfugiés, les pays de la *Mitteleuropa* feraient face à une forme de « double peine » démographique : à leur déclin numérique particulièrement prononcé (cf. *supra.*) s'ajouterait leur statut géographique de carrefour migratoire. Ceci pourrait être de nature à ouvrir une nouvelle fracture entre ouest et est de l'Europe. Quant aux pays méditerranéens – Espagne, Italie, Grèce en particulier –, qui étaient pendant longtemps des pays d'émigration, ils sont devenus en quelques années des terres d'immigration. Il ne

---

<sup>147</sup> ONU 2017.

<sup>148</sup> Qu'elles ne sont pas les seules à subir : on a vu, en Côte d'Ivoire (question dite de « l'ivoirité ») que l'immigration intracontinentale pouvait avoir des conséquences sociétales majeures dans les pays concernés.

fait guère de doute que l'immigration sera une variable majeure de la taille future de la population européenne. Selon les projections faites par l'ONU, elle réduirait le déclin démographique du continent de sept millions à la fin des années 2040<sup>149</sup>.

L'immigration est-elle la planche de salut économique des pays vieillissants ? Le raisonnement mécaniste qui veut combler un déficit de force de travail par l'immigration est à courte vue<sup>150</sup>. D'abord parce que l'immigration ne règle pas, à moyen terme, le problème des retraites : les nouveaux arrivants finissent aussi par vieillir. Pour maintenir le ratio de dépendance démographique (actifs/inactifs), un expert avait ainsi calculé que l'Europe devait accueillir importer plus de 800 millions de personnes en un demi-siècle<sup>151</sup> ! De même le démographe Hervé le Bras a-t-il calculé en 2015 que l'Union européenne devrait faire appel à 11 millions d'immigrants par an si elle souhaitait maintenir sa population active à l'horizon 2050<sup>152</sup>. Ensuite parce qu'elle peut alourdir la charge sociale en raison des besoins (éducation, santé) des familles d'immigrés. En tout état de cause, un examen approfondi du problème conduit le spécialiste Paul Collier à conclure : « *en dépit des affirmations polémiques des deux côtés du débat sur l'immigration, les données disponibles suggèrent que les effets nets ont toutes les chances d'être, en règle générale, de faible ampleur. (..) À long terme, les effets économiques sont triviaux* »<sup>153</sup>.

Même s'il se trompait, il serait irresponsable d'avoir un raisonnement strictement technique sur ce sujet<sup>154</sup>. Car ce qui est économiquement souhaitable peut être politiquement problématique<sup>155</sup>. « *Ce qui est bon pour les affaires n'est pas nécessairement bon pour les populations indigènes* », résume crûment Paul Collier<sup>156</sup>. « L'insécurité culturelle » est une réalité dans les sociétés occidentales. Et elle entretient des confusions permanentes et regrettables dans le débat public – entre « étrangers », « immigrés », « réfugiés », « Arabes », « Musulmans », etc.

<sup>149</sup> *UN International Migration Report 2017*. La population européenne déclinerait de 14 millions sans l'immigration, et de 7 millions seulement avec.

<sup>150</sup> Voir sur ce point Collier, *op. cit.*, pp. 111s.

<sup>151</sup> Voir Danny Dorling & Stuart Gietel-Basten, *Why Demography Matters*, Cambridge, Polity Press, 2018, p. 156.

<sup>152</sup> Hervé Le Bras, *L'Âge des migrations*, La Découverte, 2017.

<sup>153</sup> Collier, *op. cit.*, p. 61, p. 123. S'agissant des pays en voie de développement concernés, il estime que les bénéfices suscités par les envois de fonds sont probablement supérieurs aux pertes causées par la « fuite des talents » (*ibid*, p. 217).

<sup>154</sup> Pour une approche critique voir par exemple Michèle Tribalat, « *Les conséquences de l'immigration* », Commentaire, n° 159, automne 2017, qui recense les travaux de l'économiste américain George Borjas.

<sup>155</sup> Certains pays accueillent des millions de réfugiés sans être pour autant « déstabilisés » (Iran, Turquie, Jordanie, Liban...). Mais c'est oublier que dans certains cas, la majorité des réfugiés sont accueillis – si l'on peut dire – dans des camps et ne se mêlent guère à la population ; et, surtout, il s'agit généralement de voisins, la proximité géographique coïncidant avec une certaine proximité ethnique, culturelle, ou religieuse. En outre, même cette proximité n'est nullement une garantie contre la déstabilisation voire la violence politique, comme les cas de la Jordanie et du Liban l'avaient montré dans les années 1970 (Palestiniens), ou plus récemment celui du Pakistan (Afghans) depuis les années 1990.

<sup>156</sup> Collier, *op. cit.*, p. 127.

On sait que les immigrants peuvent être, paradoxalement, une chance pour leurs pays d'origine en raison des transferts de revenus qui contribuent à leur développement<sup>157</sup>. On connaît moins les influences culturelles souvent positives que les émigrés apportent indirectement à ces mêmes pays d'origine (par exemple en termes d'éducation des filles et de droits des femmes)<sup>158</sup>. Les populations immigrées qui s'installent pour le long terme abandonnent en effet fréquemment les caractéristiques de leur pays d'origine dès lors qu'elles sont dispersées. Aux États-Unis, la proportion d'immigrés parlant leur langue maternelle en famille décroît très rapidement dès la seconde génération – ce qui conduit à tempérer l'alarmisme de certains Républicains sur ce thème<sup>159</sup> (ces derniers s'inquiètent en effet de « l'hispanisation » du pays)<sup>160</sup>. En Europe autant qu'en Amérique, les valeurs des familles musulmanes issues d'une immigration récente se rapprochent, avec le temps, de celles de la majorité de la population<sup>161</sup>. Le même phénomène est à l'œuvre dans le domaine démographique : le comportement des familles d'immigrés tend progressivement à se rapprocher du reste de la population des pays d'accueil.

Mais de tels arguments pèsent peu dans le débat politique des pays d'accueil. On se souvient de la figure symbolique du travailleur polonais dans les débats qui avaient précédé les référendums français de 2005 et surtout britannique de 2016 (Londres ayant ouvert grand ses portes aux travailleurs des nouveaux membres de l'Union, notamment polonais)<sup>162</sup>. L'immigration est devenue l'enjeu politique majeur en Europe centrale, où l'immigration est longtemps restée faible, et qui sont de plus en déclin. Elle ne fut pas pour rien, lors des élections allemandes de 2017, dans le succès de l'*Alternative für Deutschland* dans les *Länder* orientaux (parfois plus de 30 % dans certaines circonscriptions frontalières de l'Est). Et elle a été l'enjeu central des élections autrichiennes de 2017 et italiennes de 2018.

---

<sup>157</sup> Pour de nombreux pays, ces flux sont à double sens : ainsi la France et l'Allemagne, qui figurent au nombre des dix pays les plus importants à ce égard, « reçoivent » plus qu'elles « n'envoient ».

<sup>158</sup> Peggy Levitt, « *Social Remittances: Migration Driven Local-Level Forms of Cultural Diffusion* », *International Migration Review*, vol. 32, n° 4, hiver 2008.

<sup>159</sup> Rubén G. Rumbaut et al., « *Linguistic life expectancies: Immigrant language retention in Southern California* », *Population and Development Review*, vol. 32, n° 3, septembre 2006.

<sup>160</sup> Samuel P. Huntington, *Who Are We? The Challenges to America's National Identity*, Simon & Schuster, New York, 2004.

<sup>161</sup> Ronald Inglehart, Pippa Norris, *Muslim Integration into Western Cultures: Between Origins and Destinations*, Research Working Paper 09-007, John F. Kennedy School of Government, Université de Harvard, mars 2009.

<sup>162</sup> Ce qui ne signifie pas une relation mécanique entre présence de populations étrangères ou d'origine étrangère et sens du vote : la ville de Londres, où les « Blancs du Royaume-Uni » (selon les critères officiels du recensement de 2011) n'y représentent plus que 44,9 % des résidents, a voté contre le Brexit.

La notion de « grand remplacement » (ou son avatar anglo-saxon, l'avènement d'une « Eurabie ») a acquis une place de choix dans l'éventail des fantasmes politiques européens. Si la montée relative des pratiques islamiques est loin d'être principalement liée à la poursuite de l'immigration – elle concerne tout autant des jeunes qui ont la nationalité d'un pays de l'Union – les deux problématiques se confondent fréquemment dans le débat public. Il faut dire qu'en présentant l'accueil de main-d'œuvre étrangère comme une solution possible au problème démographique européen, les institutions internationales telles que l'ONU ou l'UE elle-même n'aident guère à apaiser les craintes d'une partie des opinions. Un rapport de l'ONU intitulé *Migration de remplacement : une solution au déclin et au vieillissement de la population ?* (2000) est encore aujourd'hui utilisé à l'appui de la thèse selon laquelle le « grand remplacement » serait délibérément encouragé par d'obscures instances internationales – alors même qu'il démontrait par l'absurde que le recours à l'immigration ne pouvait être « la » solution des problèmes démographiques occidentaux. Son degré de célébrité dans les sphères d'extrême-droite atteint presque celui du *Camp des Saints*. Cette thèse complotiste pourrait faire sourire si elle ne faisait pas recette jusqu'au plus haut niveau de l'État dans certains pays européens (comme la Hongrie, où M. Orbán a d'ailleurs fait de la question démographique la priorité de son nouveau mandat).

Les problèmes posés par l'immigration n'en sont pas moins réels : (i) un malaise face à la diversification des références culturelles d'un même pays, qui nourrit la nostalgie du passé (un passé généralement mythifié et idéalisé), (ii) le risque d'une communautarisation de la vie en société, (iii) au-delà, la contestation par certaines organisations ou personnes des règles communes qui caractérisent le modèle républicain.

Envenimées d'abord par les attaques terroristes djihadistes qui ont endeuillé le continent, puis par la vague de réfugiés des années 2015-2016, ces questions seront, à n'en pas douter, centrales dans le débat public européen des années 2020. D'autant que certains partis peuvent être tentés de réorienter leurs stratégies politiques en fonction des évolutions de la population nationale. Y compris sur le plan diplomatique : on a vu par exemple, au cours des vingt dernières années, une partie de la gauche européenne appuyer pour cette raison son soutien aux pays arabes et à la cause palestinienne – et se distancier concomitamment d'Israël (il est vrai à une époque où la politique de ce pays offre beaucoup de prise à la critique).

### Serons-nous encore Français en 2015 ?

On se souvient peut-être de la célèbre couverture d'un hebdomadaire qui faisait apparaître une Marianne voilée, avec comme titre « *Serons-nous encore Français dans trente ans ?* » (octobre 1985). La thèse défendue par l'article était que le différentiel de fécondité entre Françaises et étrangères d'origine non européenne était tel que la démographie de notre pays allait changer de nature. Mais ses bases de calcul (nombre de Français et d'étrangers sur le sol national) étaient fausses et ses hypothèses – chute de la fécondité des Françaises et, à l'inverse, maintien en de celle des étrangères – étaient pour le moins contestables<sup>163</sup>. Ils se sont effectivement avérés inexacts. L'ISF en France reste supérieur à celui de ses voisins, mais celui des femmes d'origine non européenne baisse dès la deuxième génération<sup>164</sup>. Cette convergence pourrait s'accélérer si la baisse de la fécondité dans les pays maghrébins (elle-même partiellement due au phénomène migratoire) constatée jusque dans les années 2000 devait reprendre (cf. *supra.*)<sup>165</sup>. D'où l'image du « *rendez-vous des civilisations* » proposée il y a quelques années par Youssef Courbage et Emmanuel Todd<sup>166</sup>.

<sup>163</sup> Hervé Le Bras, *Marianne et les lapins. L'obsession démographique*, Olivier Orban, 1991, pp. 213-216.

<sup>164</sup> En France, l'ISF des immigrées était en 2010 de 2,73 enfants par femme, et celui de leurs descendantes de 1,85. Ministère de l'intérieur, La fécondité des descendantes d'immigrées est proche de celle de la population majoritaire, *Infos migrations*, n° 79, août 2015. De plus, cette projection hasardeuse ne tenait pas compte des sorties du territoire.

<sup>165</sup> Michel Beine et al., « *International Migration, Transfers of Norms and Home Country Fertility* », Institut zur Zukunft der Arbeit Discussion Paper, n° 3912, Institute for the Study of Labor, 2008.

<sup>166</sup> Youssef Courbage & Emmanuel Todd, *Le Rendez-vous des civilisations*, Seuil, 2007.

## La place des Musulmans en Europe

La place de l'islam dans les sociétés européennes est un sujet légitime de débat, mais qu'il est aujourd'hui difficile d'aborder de manière sereine<sup>167</sup>.

En 2017, un économiste français désireux de démontrer qu'un « suicide démographique européen » serait imminent a prétendu que la population musulmane sera majoritaire en Europe à l'horizon 2050. Les résultats de ce calcul simpliste, publiés dans un court article, ont largement circulé. Mais ses présupposés étaient tout aussi hasardeux que ceux de l'article de 1985 précité. Il surévaluait sans doute la proportion de « Musulmans » dans la population européenne (10 % selon lui !), et surtout postulait, contre toute évidence, que les femmes « d'origine musulmane » (sic) conservaient un taux de fécondité très élevé (trois à quatre enfants par femme) de génération en génération<sup>168</sup>.

Plus sérieusement, la *Pew Research Center* s'est essayé à construire des scénarios d'évolution de la population musulmane en Europe. Actuellement, le nombre de naissances dans les familles musulmanes excède celui des décès dans tous les pays d'Europe<sup>169</sup>. Dans une étude remarquée, publiée fin 2017, le centre propose trois scénarios. Dans son scénario médian (migrations de moyenne ampleur), la population musulmane ferait plus que doubler d'ici 2050, et dépasserait en moyenne les 10 % de l'ensemble européen<sup>170</sup>.

	2010	2016	2050 Zéro migration	2050 Migration de moyenne ampleur	2050 Migration de forte ampleur
Non-Musulmans	495,3 millions	495,1 millions	445,9 millions	459,1 millions	463 millions
Musulmans	19,5 millions (4 %)	25,8 millions (4,9 %)	35,8 millions (7,4 %)	57,9 millions (11,2 %)	75,6 millions (14 %)
Total	514,8 millions	520,8 millions	481,7 millions	516,9 millions	538,6 millions

<sup>167</sup> La « gestion de l'islam » est une question différente aux États-Unis et en Russie, pour des raisons de modèle politique et culturel, ainsi que de distribution géographique des minorités.

<sup>168</sup> Charles Gave, « *Demain, le suicide démographique européen* », Causeur, 10 septembre 2017.

<sup>169</sup> *The Changing Global Religious Landscape*, Pew Research Center, avril 2017.

<sup>170</sup> *Europe's Growing Muslim Population*, Pew Research Center, novembre 2017.

Sa méthodologie a été questionnée par certains observateurs sous divers motifs : définition large des « Musulmans »<sup>171</sup> ; sous-évaluation de l'abaissement progressif de la natalité dans les pays musulmans et, dans les pays d'accueil, chez les descendants d'immigrés; hypothèses critiquables sur l'avenir des réfugiés acceptés en Europe ; distinction rigide entre « Musulmans » et « non-Musulmans » (absence de gradation dans l'adhésion aux croyances et aux pratiques religieuses) ; etc.<sup>172</sup> La démographe Michèle Tribalat, qui l'a examinée de manière minutieuse, l'estime pourtant crédible, et ses propres estimations du point de départ et d'aboutissement de la projection à zéro migration donnent des résultats comparables<sup>173</sup>. Mais en admettant même – ce qui semble exclu – que tous les présupposés de cette étude soient valables et que le troisième scénario se réalise à l'horizon 2050, pourrait-on véritablement parler d'un phénomène de « substitution » avec 14 % de Musulmans en Europe ?

L'Europe n'est nullement à la veille d'un « grand remplacement », et il n'existe au demeurant aucun pourcentage (ce que l'on appelait fréquemment dans les années 1980, à propos des immigrés nord-africains, le « seuil de tolérance ») qui permettrait de quantifier une proportion particulière de Musulmans qui altérerait la nature même des sociétés européennes, surtout au vu de la diversité des pratiques et des cultures des personnes concernées.

Il n'en reste pas moins que la tendance à l'accroissement de la part relative de la population musulmane est là, et qu'il serait déraisonnable de penser que cette évolution se déroulera sans tensions politiques et sociétales. Il n'est pas anodin, à cet égard, de noter que l'émigration en provenance des pays de la bande sahélienne, qui a, on l'a vu plus haut, toutes les raisons de croître dans les décennies qui viennent, sera une émigration essentiellement musulmane : la Mauritanie, le Niger, le Mali et le Soudan sont à plus de 90 % de Musulmans.

---

<sup>171</sup> Le rapport estime que l'augmentation actuelle (2010-2016) de la population « musulmane » tient d'abord à son accroissement naturel (+ 2,92 millions contre – 1,67 pour les non-Musulmans), et ensuite seulement au facteur migratoire (solde migratoire + 3,48 millions contre + 1,29 million). Il estime que seule la moitié (53 %) des immigrés récents en Europe (toutes catégories confondues) est « musulmane » (78 % pour les seuls réfugiés).

<sup>172</sup> Pour une synthèse des critiques voir Agnès de Féo, « Pourquoi ces données sur le nombre de musulmans en Europe ne sont pas fiables », Slate, 20 décembre 2017.

<sup>173</sup> Michèle Tribalat, « Projections Pew 2017 », [www.micheletribalat.fr](http://www.micheletribalat.fr)

## Le changement de visage de l'Amérique... et de la Russie

L'Europe n'est pas seule à faire face aux évolutions de la composition de sa population. On parle peu de la Russie à ce sujet – mais on devrait. Car, avec le recul, l'immigration délibérée pourrait faire partie des décisions les plus lourdes de conséquences de Vladimir Poutine pour l'avenir du pays<sup>174</sup>. Depuis 1990, la Russie est, selon les années, le deuxième ou troisième pays d'immigration (avec l'Allemagne), derrière les États-Unis. Et depuis le début du siècle, sa population d'immigrants a doublé (environ 11 millions aujourd'hui), ajoutant aux nouveaux arrivants russes de l'ex-URSS un nombre au moins équivalent de travailleurs provenant majoritairement des pays musulmans d'Asie Centrale, Ouzbèkes, Tadjiks, Kirghizes. Le pays est devenu une terre d'immigration de masse. La raison en est bien connue : le déclin démographique du pays (cf. *supra*.) et notamment l'effondrement de sa population masculine en âge de travailler. Or, l'Union économique eurasiatique promue par le Kremlin est de nature à favoriser la circulation des personnes, et donc, l'immigration légale et illégale. En 2012, un démographe estimait qu'en 2050, 40 % de la population du pays serait issue de l'immigration récente<sup>175</sup>. La prévalence du racisme dans la société russe, qui s'adresse aussi aux populations des régions caucasiennes de la Fédération, et les comportements mafieux de certaines communautés d'immigrants, génère des épisodes de violence qui ont monté en nombre et en intensité depuis une dizaine d'années. Vladimir Poutine, à son crédit – quoique non sans arrière-pensées, les gangs caucasiens fournissant aussi des hommes de main au pouvoir et la démographie étant plus favorable dans cette région – milite en faveur d'une Russie tolérante envers l'islam, et d'une « russité » davantage culturelle qu'ethnique. Mais le scénario d'une Russie composée au cinquième de Musulmans d'ici quelques années n'est pas sans susciter de fortes réactions de la part de la majorité. Le pays en compte sans doute 15 à 20 millions aujourd'hui, soit entre 10 et 15 % de la population, et la fécondité est plus dynamique dans les régions majoritairement musulmanes que dans le reste du pays.

Face à cette question, la pénétration humaine de la Chine dans l'Extrême-Orient est sans doute moins brûlante – même si elle est un élément non négligeable des relations entre les deux États notamment en raison de sa place dans l'imaginaire russe. Il y a aujourd'hui sans doute 100 000 à 200 000 résidents chinois dans la région. Il est courant d'opposer les quelques 100 millions d'habitants des provinces

<sup>174</sup> Ben Judah, « *Russia's Migration Crisis* », *Survival*, vol. 55, n° 6, décembre 2013-janvier 2014 ; Leonid Ragozin, « *Russia Wants Immigrants the World Doesn't* », *Bloomberg*, 14 mars 2017.

<sup>175</sup> Cité in Judah, *op. cit.*



chinoises frontalières aux quatre millions de Russes de l'autre côté de la frontière : en prenant en compte la proximité réelle du territoire, le nombre de Chinois concernés est plutôt de 35 millions (dont 25 en âge de travailler)<sup>176</sup>. L'idée d'une « pression démographique » qui conduirait mécaniquement à une « invasion » trouve donc ici, comme pour l'Europe, ses limites – il n'y a pas de grand remplacement en vue – même si le Kremlin s'avère toujours incapable de persuader les Russes d'émigrer en Extrême-Orient pour repeupler une région qui s'est vidée de ses ressortissants nationaux<sup>177</sup>.

Les États-Unis, eux, s'appêtent à connaître un défi du même type, mais néanmoins de forme très différente : la diversification de sa population du fait de l'accroissement numérique spectaculaire (fécondité, immigration) des Hispanophones, ainsi que la transformation en minorité de l'Amérique dite blanche (selon les critères américains) à l'horizon 2050<sup>178</sup>. C'est essentiellement dans le camp républicain qu'il s'agit d'un sujet d'inquiétude : Samuel P. Huntington avait suivi la publication de son célèbre ouvrage *Le Choc des civilisations* par un autre, moins remarqué mais au titre éloquent, *Qui sommes-nous ?* et la volonté de M. Trump de barricader l'Amérique (alors même que l'immigration mexicaine est en diminution) témoigne tout autant de cette préoccupation<sup>179</sup>. Si de réelles questions politiques et culturelles sont posées par cette évolution (on pense à la question de la langue officielle – les États-Unis n'en ont pas aujourd'hui), il en est une qu'il ne faut ni espérer ni redouter : celle d'une transformation de la politique extérieure du pays. Les études réalisées sur le sujet montrent en effet qu'il n'y a pas de différence significative entre les préférences, dans ce domaine, de la population « latino » et des autres<sup>180</sup>.

---

<sup>176</sup> Dragos Tîrnoveanu, « *Russia, China and the Far East Question* », The Diplomat, 20 janvier 2016.

<sup>177</sup> Ilan Berman, « *Russia's Fraught Demographic Future* », The Jamestown Foundation, 13 septembre 2016.

<sup>178</sup> En 2044, plus de la moitié des Américains sera issue d'une « minorité non blanche » (selon les critères américains). À l'horizon 2060, les Hispaniques pourraient représenter 29 % de la population. Sandra L. Colby & Jennifer M. Ortman, *Projections of the Size and Composition of the US Population : 2014 to 2060*, United States Census Bureau, mars 2015.

<sup>179</sup> Samuel P. Huntington, *Who Are We ? The Challenges to America's National Identity*, New York, Simon & Schuster, 2004. Il y a, depuis quelques années, davantage de « retours » (flux Sud-Nord) que de « départs » (flux Nord-Sud).

<sup>180</sup> Dina Smeltz & Craig Cafura, *Latinos Resemble Other Americans in Preferences for US Foreign Policy*, The Chicago Council on Global Affairs, 24 février 2015.

## L'avenir de la force militaire

Les pays vieillissants s'affaiblissent-ils naturellement sur le plan militaire du fait de leur évolution démographique ?

La réduction de la taille du *pool* de recrutement (nombre de jeunes en âge de s'engager) n'a pas d'effet direct sur celle des armées qui ont abandonné la conscription, ce qui est le cas pour la majorité des pays développés<sup>181</sup>.

Mais leur disponibilité à participer à des opérations de stabilisation de grande ampleur et de longue durée pourrait s'affaiblir. Nombre d'armées occidentales ont été réduites au gré des compressions budgétaires. De plus, la propension à supporter les pertes en opération tend à décliner – le grand stratège Edward Luttwak avait parlé il y a quelques années de « guerre post-héroïque » pour les opérations qui ne relèvent pas de la défense du pays. Par ailleurs, dans une économie performante, l'emploi militaire peut entrer en compétition avec l'emploi civil, surtout pour les tâches spécialisées ou techniques.

Même si les budgets militaires sont structurellement contraints, notamment sous la pression de l'accroissement de la dette publique, il est difficile de parler d'éviction naturelle des dépenses militaires par les dépenses sociales (notamment parce que celles-ci souvent relèvent d'une gestion budgétaire différente<sup>182</sup>). Les milieux de la défense se lamentent fréquemment de la baisse tendancielle de la part du produit intérieur brut affectée aux armées, phénomène qui touche la majorité des pays industrialisés. Toutefois, il importe de garder en mémoire que c'est essentiellement une conséquence de l'accroissement spectaculaire du produit intérieur brut : en monnaie constante, et en proportion des budgets nationaux, la dépense de défense a beaucoup moins diminué.

Si l'on admet que les États-Unis (cf. *supra*.) seront sans doute plus à même que les pays européens de maintenir un potentiel militaire important (budget, équipement, effectifs) du fait d'une situation démographique plus favorable, le débat politique transatlantique sur le partage du fardeau de la défense des intérêts communs pourrait s'en trouver avivé – même si la France et le Royaume-Uni, qui figurent au premier rang des puissances militaires européennes, seront dans une situation relativement favorable (comme le sera également la Turquie).

---

<sup>181</sup> L'Allemagne et Israël étant des exceptions notables.

<sup>182</sup> À l'exception bien sûr des transferts effectués depuis le budget de l'État vers les budgets sociaux.

## Un « surplus d'hommes » ?

La très ancienne préférence pour les garçons, dans certaines cultures, a bénéficié plus récemment de l'accessibilité croissante à l'échographie et aux méthodes modernes d'avortement, qui servent aujourd'hui de méthode de sélection du sexe de l'enfant (tout en s'ajoutant aux infanticides de filles). Au résultat, certaines régions du monde connaissent des déséquilibres significatifs entre naissances féminines et masculines – plus de 110 garçons pour 100 filles. Les plus importantes se trouvent aujourd'hui, d'une part, en Asie (Inde, Chine, Corée du Sud) et, d'autre part – dans une moindre mesure – dans la région du Caucase. Les déséquilibres en Asie peuvent atteindre 130 à 140 garçons pour 100 filles. Le surplus d'hommes sera de 25 millions en Inde en 2020, de 30 millions en Chine en 2030.

En Asie, le fréquent déséquilibre entre jeunes hommes et jeunes femmes au bénéfice des premiers a aussi été assimilé, par le passé, à la violence collective, au moins localement (rébellion Nien en Chine au XIX<sup>e</sup> siècle)<sup>183</sup>. Comme dans le cas des « poussées de jeunes » décrites plus haut, l'appartenance à un groupe armé est sans doute ici un dérivatif chez des jeunes gens pour lesquels l'accès à la constitution d'une cellule familiale – et le processus d'intégration sociale qui va avec – est plus difficile. Le lien entre déséquilibre des sexes et criminalité a été démontré empiriquement<sup>184</sup>. La manière dont les jeunes Chinois gèrent cette question n'est pas sans conséquence sur la société et l'économie du pays : importation de jeunes femmes d'autres pays d'Asie (le mot n'est pas trop fort, tant il s'agit aujourd'hui d'un marché), surinvestissement dans l'immobilier afin d'être un partenaire attractif (d'où une partie de la bulle immobilière chinoise)...

<sup>183</sup> Valerie M. Hudson & Andrea M. Boer, *Bare Branches: The Security Implications of Asia's Surplus Male Population*, Cambridge, MIT Press, 2005.

<sup>184</sup> Lena Edlund et al., *Sex ratios and crime: evidence from China's one-child policy*, IZA Discussion Paper n° 3214, Bonn, Forschungsinstitut zur Zukunft der Arbeit, décembre 2007.

# CONCLUSION

---

Les projections sont destinées à faire réfléchir. Elles ne sont pas déterministes. Mais le domaine démographique se prête mieux que d'autres, on l'a dit, à la prospective. On connaît, globalement, les caractéristiques démographiques du monde de 2030.

Pour l'Europe, les nouvelles ne sont pas réjouissantes. Son environnement géographique restera probablement très instable, elle fera face à des défis économiques et sociétaux majeurs. Les rares pays membres de l'Union européenne qui échapperont au déclin naturel de leur population – dont la France – n'en seront pas moins affectés profondément par les mouvements migratoires sur le continent, notamment en provenance d'Afrique. Le débat public sur ces questions sera, il faut le craindre, de plus en plus indissociable de celui qui agite nos sociétés sur la place qu'elles doivent accorder en leur sein à l'islam. L'interrogation lancée par Samuel P. Huntington sur l'avenir identitaire d'une Amérique qui change de visage – *Qui sommes-nous ?* (cf. *supra.*) – sera, à n'en pas douter, centrale pour les Européens : c'est ainsi une question « occidentale ».

Et cette Amérique changeante sera encore, probablement, le partenaire économique et militaire de choix pour elle : les États-Unis conservent en effet davantage d'atouts que leurs concurrents, notamment du fait de leur démographie. Ce partenariat sera encore nécessaire pour rétablir ou imposer la paix, y compris en Afrique subsaharienne. À l'horizon 2030 en effet, ce continent présente des tendances démographiques structurellement belligères ou du moins génératrices d'instabilités et de violences politiques.

Mais un certain optimisme pourrait être de mise à l'horizon 2050 et au-delà.

Rappelons tout d'abord que les deux principales grandes puissances, dont la vitalité démographique devrait être accompagnée d'un certain dynamisme économique, pourraient être les États-Unis et l'Inde – deux démocraties.

Au-delà, c'est l'hypothèse de ce que certains ont appelé la « paix gériatrique » qui retient l'attention<sup>185</sup>.

---

<sup>185</sup> Mark L. Haas, « *A Geriatric Peace?* » *The Future of US Power in a World of Ageing Populations*, *International Security*, vol. 32, n° 1, été 2007.

S'agissant des pays en développement, l'abaissement prévisible de l'ISF moyen et l'achèvement de la transition démographique dans l'immense majorité des pays peuvent laisser espérer une diminution de la violence collective (celle-ci diminuant significativement à partir du moment où la fécondité assurera le simple remplacement des générations)<sup>186</sup>. Des chercheurs ont ainsi prédit une diminution de la conflictualité interne, notamment en Afrique subsaharienne, d'ici 2050<sup>187</sup>.

Un monde plus âgé serait aussi un monde dans lequel le risque de conflit interétatique diminuerait. Il existe en effet une forte corrélation entre âge médian et état de la démocratie : si un État dont l'âge médian est inférieur à 25,5 ans a statistiquement peu de chances d'être une démocratie libérale, à l'inverse, une population en voie de maturation tend à se libéraliser<sup>188</sup>. Les populations qui connaissent un bonus démographique voient leurs sociétés se démocratiser, comme cela a été le cas en Amérique latine (Brésil, Argentine), en Asie (Corée du Sud, Taiwan) mais aussi parfois en Afrique (Tunisie). Or, l'une des rares lois vérifiées de la science politique est que, toutes choses égales par ailleurs, « les démocraties ne se font pas la guerre » (concept de la « paix démocratique »). Des sociétés modernes et âgées pourraient également être, on l'a dit, moins enclines à l'aventurisme militaire extérieur.

Cette perspective d'apaisement de la vie internationale (une « *paix démographique* »<sup>189</sup> ?) n'est qu'une projection, mais elle est basée sur des indicateurs robustes.

À très long terme – vers 2100 – la population terrestre pourrait se stabiliser à environ deux enfants par femme, tous continents confondus, et une espérance de vie à la naissance de plus de 80 ans. La manière dont l'Afrique – encore elle – évoluera déterminera la taille de la population mondiale à cette échéance : selon l'évolution de sa fécondité, la population mondiale pourrait alors être, selon les projections médianes, de 11 milliards d'habitants selon l'ONU... ou seulement de 9 milliards selon l'IIASA<sup>190</sup>. Une incertitude à deux milliards d'hommes, en somme.

<sup>186</sup> Citant les exemples de l'Amérique latine, du Liban et de l'Algérie, le chercheur Gunnar Heinsohn avance : « *la guerre s'arrêta lorsque les guerriers cessèrent de naître* ». Voir Gunnar Heinsohn, « *Ending the West's Proxy War Against Israel* », The Wall Street Journal, 12 janvier 2009 et *ibid.*, « *Islamism and war: the demographics of rage* », OpenDemocracy, 16 juillet 2007.

<sup>187</sup> Håvard Hegre et *al.*, « *Predicting Armed Conflict, 2010-2050* », International Studies Quarterly, décembre 2012.

<sup>188</sup> Richard Cincotta, « *8 Rules of Political Demography That Help Forecast Tomorrow's World* », New Security Beat, 21 juin 2017.

<sup>189</sup> L'expression avait été proposée par Neil Howe & Richard Jackson in « *Global Aging and the Crisis of the 2020s* », Current History, janvier 2011.

<sup>190</sup> International Institute for Applied Systems Analysis.

Le scénario d'une stabilisation de la population à cet horizon est-il au demeurant raisonnable ? La convergence naturelle des ISF aux alentours de deux enfants par femme, projetée par l'ONU, paraît trop belle pour ne pas être suspecte, et semble presque guidée par une perspective téléologique<sup>191</sup>. Un expert rappelle utilement que « *les sciences sociales, prises dans leur ensemble, n'ont pas encore forgé de théorie à même de prédire la fécondité des sociétés ayant terminé leur transition démographique* »<sup>192</sup>. Dans une perspective de très long terme, l'évolution de la population terrestre n'est pas sans rappeler la théorie des équilibres ponctués de la paléontologie (passage relativement brutal d'un équilibre à un autre). Sommes-nous certains qu'un autre phénomène, encore inconnu, ne viendra pas troubler cette perspective d'équilibre « final » de la population ? Comme le relève le démographe Gilles Pison, cet optimum postmoderne est en tout cas pour l'instant un objet hypothétique : il n'a jamais été observé<sup>193</sup>.

---

<sup>191</sup> Danny Dorling & Stuart Gietel-Basten, *Why Demography Matters*, Cambridge: Polity Press, 2018, p. 163.

<sup>192</sup> Wolfgang Lutz, « *The future of human reproduction: will birth rates recover or continue to fall ?* », *Ageing Horizons*, vol. 7, 2007, p. 16.

<sup>193</sup> Gilles Pison, « *Sept milliards et demi d'humains aujourd'hui, combien demain ?* », *Études marines*, n° 12, juin 2017, p. 21.

# REMERCIEMENTS

---

L'auteur remercie les équipes de l'Institut Montaigne et plus particulièrement Morgan Guérin, responsable du programme Europe, Victor Poirier, chargé d'études senior et Aude Marville, assistante chargée d'études, pour leur relecture et leurs suggestions.

Il remercie aussi Xemartin Laborde, journaliste-cartographe, pour les infographies qui figurent dans cette note.

## POUR ALLER PLUS LOIN

- Organisation internationale des migrations, *World Migration Report 2018*, 2017
- Organisation des Nations Unies, *Division de la population, World Population Prospects: The 2017 Revision*, 2017
- Organisation des Nations Unies, *Division de la population, International Migration Report 2017*
- Paul Collier, *Exodus. How Migration is Changing Our World*, Oxford: Oxford University Press, 2013
- Danny Dorling & Stuart Gietel-Basten, *Why Demography Matters*, Cambridge: Polity Press, 2018
- Fred Pearce, *Peoplequake. Mass Migration, Ageing Nations and the Coming Population Crash*, Londres: Transworld Publishers, 2010
- Charles S. Pearson, *On the Cusp. From Population Boom to Bust*, Oxford: Oxford University Press, 2015

# LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT MONTAIGNE

---

- Droit d'asile européen : retrouver une solidarité (juin 2018)
- Macron : les 12 mois de Jupiter (avril 2018)
- Protection sociale : une mise à jour vitale (mars 2018)
- Innovation en santé : soignons nos talents (mars 2018)
- Travail en prison : préparer (vraiment) l'après (février 2018)
- ETI : taille intermédiaire, gros potentiel (janvier 2018)
- Réforme de la formation professionnelle : allons jusqu'au bout ! (janvier 2018)
- Espace : l'Europe contre-attaque ? (décembre 2017)
- Justice : faites entrer le numérique (novembre 2017)
- Apprentissage : les trois clés d'une véritable transformation (octobre 2017)
- Prêts pour l'Afrique d'aujourd'hui ? (septembre 2017)
- Nouveau monde arabe, nouvelle « politique arabe » pour la France (août 2017)
- Enseignement supérieur et numérique : connectez-vous ! (juin 2017)
- Syrie : en finir avec une guerre sans fin (juin 2017)
- Énergie : priorité au climat ! (juin 2017)
- Quelle place pour la voiture demain ? (mai 2017)
- Sécurité nationale : quels moyens pour quelles priorités ? (avril 2017)
- Tourisme en France : cliquez ici pour rafraîchir (mars 2017)
- L'Europe dont nous avons besoin (mars 2017)
- Dernière chance pour le paritarisme de gestion (mars 2017)
- L'impossible État actionnaire ? (janvier 2017)
- Un capital emploi formation pour tous (janvier 2017)
- Économie circulaire, réconcilier croissance et environnement (novembre 2016)
- Traité transatlantique : pourquoi persévérer (octobre 2016)
- Un islam français est possible (septembre 2016)
- Refonder la sécurité nationale (septembre 2016)
- Breain ou Brexit : Europe, prépare ton avenir ! (juin 2016)
- Réanimer le système de santé - Propositions pour 2017 (juin 2016)
- Nucléaire : l'heure des choix (juin 2016)
- Un autre droit du travail est possible (mai 2016)
- Les primaires pour les Nuls (avril 2016)
- Le numérique pour réussir dès l'école primaire (mars 2016)
- Retraites : pour une réforme durable (février 2016)
- Décentralisation : sortons de la confusion / Repenser l'action publique dans les territoires (janvier 2016)
- Terreur dans l'Hexagone (décembre 2015)
- Climat et entreprises : de la mobilisation à l'action / Sept propositions pour préparer l'après-COP21 (novembre 2015)
- Discriminations religieuses à l'embauche : une réalité (octobre 2015)
- Pour en finir avec le chômage (septembre 2015)



- Sauver le dialogue social (septembre 2015)
- Politique du logement : faire sauter les verrous (juillet 2015)
- Faire du bien vieillir un projet de société (juin 2015)
- Dépense publique : le temps de l'action (mai 2015)
- Apprentissage : un vaccin contre le chômage des jeunes (mai 2015)
- Big Data et objets connectés. Faire de la France un champion de la révolution numérique (avril 2015)
- Université : pour une nouvelle ambition (avril 2015)
- Rallumer la télévision : 10 propositions pour faire rayonner l'audiovisuel français (février 2015)
- Marché du travail : la grande fracture (février 2015)
- Concilier efficacité économique et démocratie : l'exemple mutualiste (décembre 2014)
- Résidences Seniors : une alternative à développer (décembre 2014)
- Business schools : rester des champions dans la compétition internationale (novembre 2014)
- Prévention des maladies psychiatriques : pour en finir avec le retard français (octobre 2014)
- Temps de travail : mettre fin aux blocages (octobre 2014)
- Réforme de la formation professionnelle : entre avancées, occasions manquées et pari financier (septembre 2014)
- Dix ans de politiques de diversité : quel bilan ? (septembre 2014)
- Et la confiance, bordel ? (août 2014)
- Gaz de schiste : comment avancer (juillet 2014)
- Pour une véritable politique publique du renseignement (juillet 2014)
- Rester le leader mondial du tourisme, un enjeu vital pour la France (juin 2014)
- 1 151 milliards d'euros de dépenses publiques : quels résultats ? (février 2014)
- Comment renforcer l'Europe politique (janvier 2014)
- Améliorer l'équité et l'efficacité de l'assurance-chômage (décembre 2013)
- Santé : faire le pari de l'innovation (décembre 2013)
- Afrique-France : mettre en œuvre le co-développement Contribution au XXVI<sup>e</sup> sommet Afrique-France (décembre 2013)
- Chômage : inverser la courbe (octobre 2013)
- Mettre la fiscalité au service de la croissance (septembre 2013)
- Vive le long terme ! Les entreprises familiales au service de la croissance et de l'emploi (septembre 2013)
- Habitat : pour une transition énergétique ambitieuse (septembre 2013)
- Commerce extérieur : refuser le déclin Propositions pour renforcer notre présence dans les échanges internationaux (juillet 2013)

- Pour des logements sobres en consommation d'énergie (juillet 2013)
- 10 propositions pour refonder le patronat (juin 2013)
- Accès aux soins : en finir avec la fracture territoriale (mai 2013)
- Nouvelle réglementation européenne des agences de notation : quels bénéfices attendre ? (avril 2013)
- Remettre la formation professionnelle au service de l'emploi et de la compétitivité (mars 2013)
- Faire vivre la promesse laïque (mars 2013)
- Pour un « New Deal » numérique (février 2013)
- Intérêt général : que peut l'entreprise ? (janvier 2013)
- Redonner sens et efficacité à la dépense publique  
15 propositions pour 60 milliards d'économies (décembre 2012)
- Les juges et l'économie : une défiance française ? (décembre 2012)
- Restaurer la compétitivité de l'économie française (novembre 2012)
- Faire de la transition énergétique un levier de compétitivité (novembre 2012)
- Réformer la mise en examen Un impératif pour renforcer l'État de droit (novembre 2012)
- Transport de voyageurs : comment réformer un modèle à bout de souffle ? (novembre 2012)
- Comment concilier régulation financière et croissance :  
20 propositions (novembre 2012)
- Taxe professionnelle et finances locales : premier pas vers une réforme globale ? (septembre 2012)
- Remettre la notation financière à sa juste place (juillet 2012)
- Réformer par temps de crise (mai 2012)
- Insatisfaction au travail : sortir de l'exception française (avril 2012)
- Vademecum 2007 – 2012 : Objectif Croissance (mars 2012)
- Financement des entreprises : propositions pour la présidentielle (mars 2012)
- Une fiscalité au service de la « social compétitivité » (mars 2012)
- La France au miroir de l'Italie (février 2012)
- Pour des réseaux électriques intelligents (février 2012)
- Un CDI pour tous (novembre 2011)
- Repenser la politique familiale (octobre 2011)
- Formation professionnelle : pour en finir avec les réformes inabouties (octobre 2011)
- Banlieue de la République (septembre 2011)
- De la naissance à la croissance : comment développer nos PME (juin 2011)
- Reconstruire le dialogue social (juin 2011)
- Adapter la formation des ingénieurs à la mondialisation (février 2011)
- « Vous avez le droit de garder le silence... »  
Comment réformer la garde à vue (décembre 2010)
- Gone for Good? Partis pour de bon ?  
Les expatriés de l'enseignement supérieur français aux États-Unis (novembre 2010)
- 15 propositions pour l'emploi des jeunes et des seniors (septembre 2010)

- Afrique - France. Réinventer le co-développement (juin 2010)
- Vaincre l'échec à l'école primaire (avril 2010)
- Pour un Eurobond. Une stratégie coordonnée pour sortir de la crise (février 2010)
- Réforme des retraites : vers un big-bang ? (mai 2009)
- Mesurer la qualité des soins (février 2009)
- Ouvrir la politique à la diversité (janvier 2009)
- Engager le citoyen dans la vie associative (novembre 2008)
- Comment rendre la prison (enfin) utile (septembre 2008)
- Infrastructures de transport : lesquelles bâtir, comment les choisir ? (juillet 2008)
- HLM, parc privé  
Deux pistes pour que tous aient un toit (juin 2008)
- Comment communiquer la réforme (mai 2008)
- Après le Japon, la France...  
Faire du vieillissement un moteur de croissance (décembre 2007)
- Au nom de l'Islam... Quel dialogue avec les minorités musulmanes en Europe ? (septembre 2007)
- L'exemple inattendu des Vets  
Comment ressusciter un système public de santé (juin 2007)
- Vademecum 2007-2012  
Moderniser la France (mai 2007)
- Après Erasmus, Amicus  
Pour un service civique universel européen (avril 2007)
- Quelle politique de l'énergie pour l'Union européenne ? (mars 2007)
- Sortir de l'immobilité sociale à la française (novembre 2006)
- Avoir des leaders dans la compétition universitaire mondiale (octobre 2006)
- Comment sauver la presse quotidienne d'information (août 2006)
- Pourquoi nos PME ne grandissent pas (juillet 2006)
- Mondialisation : réconcilier la France avec la compétitivité (juin 2006)
- TVA, CSG, IR, cotisations...  
Comment financer la protection sociale (mai 2006)
- Pauvreté, exclusion : ce que peut faire l'entreprise (février 2006)
- Ouvrir les grandes écoles à la diversité (janvier 2006)
- Immobilier de l'État : quoi vendre, pourquoi, comment (décembre 2005)
- 15 pistes (parmi d'autres...) pour moderniser la sphère publique (novembre 2005)
- Ambition pour l'agriculture, libertés pour les agriculteurs (juillet 2005)
- Hôpital : le modèle invisible (juin 2005)
- Un Contrôleur général pour les Finances publiques (février 2005)
- Les oubliés de l'égalité des chances (janvier 2004 - Réédition septembre 2005)

Pour les publications antérieures se référer à notre site internet :

**[www.institutmontaigne.org](http://www.institutmontaigne.org)**

# INSTITUT MONTAIGNE



ABB FRANCE  
ACCURACY  
ADIT  
AIR FRANCE - KLM  
AIRBUS  
ALLEN & OVERY  
ALLIANZ  
ALVAREZ & MARSAL FRANCE  
ARCHERY STRATEGY CONSULTING  
ARCHIMED  
ARDIAN  
A.T. KEARNEY  
AUGUST DEBOUZY  
AXA  
BAKER & MCKENZIE  
BANK OF AMERICA MERRILL LYNCH  
BEARINGPOINT  
BNI FRANCE ET BELGIQUE  
BNP PARIBAS  
BOLLORE  
BOUYGUES  
BPCE  
BRUNSWICK  
CAISSE DES DÉPÔTS  
CAPGEMINI  
CAPITAL GROUP  
CARBONNIER LAMAZE RASLE & ASSOCIÉS  
CAREIT  
CARREFOUR  
CASINO  
CGI FRANCE  
CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL  
CHUBB  
CIS  
CISCO SYSTEMS FRANCE  
CNP ASSURANCES  
COHEN AMIR-ASLANI  
COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM  
CONSEIL SUPERIEUR DU NOTARIAT  
CREDIT AGRICOLE S.A.  
CRÉDIT FONCIER  
D'ANGELIN & CO LTD  
DE PAR DIEU BROCAS MAFFEI  
DENTSU AEGIS NETWORK  
DRIVE INNOVATION INSIGHTS - DII  
EDF  
ELSAN  
ENGIE  
EQUANCY  
EURAZEO  
EUROGROUP CONSULTING  
EUROSTAR  
FONCIERE INEA  
GAILLARD PARTNERS  
GALILEO GLOBAL EDUCATION  
GIC PRIVATE LIMITED  
GOOGLE  
GRAS SAVOYE  
GROUPAMA  
GROUPE EDMOND DE ROTHSCHILD  
GROUPE M6  
GROUPE ORANGE  
HAMEUR ET CIE  
HENNER  
HSBC FRANCE  
IBM FRANCE  
IFPASS  
ING BANK FRANCE  
INSEEC  
INTERNATIONAL SOS  
IONIS EDUCATION GROUP  
ISRP  
JEANTET ET ASSOCIÉS  
KANTAR

SOUTIENNENT L'INSTITUT MONTAIGNE

# INSTITUT MONTAIGNE



KPMG S.A.  
LA BANQUE POSTALE  
LA PARISIENNE ASSURANCES  
LAZARD FRÈRES  
LINEDATA SERVICES  
LIR LES ENTREPRISES INTERNATIONALES DE RECHERCHE  
LIVANOVA  
LVMH MOÛT-HENNESSY - LOUIS VUITTON  
MACSF  
MALAKOFF MÈDERIC PRÉVOYANCE  
MAREMMA  
MAZARS  
MCKINSEY & COMPANY FRANCE  
MEDIA PARTICIPATIONS  
MEDIOBANCA  
MERCER  
MERIDIAM  
MICHELIN  
MICROSOFT FRANCE  
MNH GROUP  
NESTLÉ FRANCE SAS  
OBEA  
ONDRA PARTNERS  
OPTIGESTION  
ORTEC GROUP  
PAI PARTNERS  
PIERRE & VACANCES  
PRUDENTIA CAPITAL  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
RADIALL  
RAISE  
RAMSAY GÉNÉRALE DE SANTÉ  
RANDSTAD  
RATP  
RENAULT  
REXEL  
RICOL, LASTEYRIE & ASSOCIÉS  
RIVOLIER  
ROCHE  
ROLAND BERGER  
ROTHSCHILD MARTIN MAUREL  
SAFRAN  
SANOFI  
SCHNEIDER ELECTRIC  
SERVIER  
SGS  
SIA PARTNERS  
SIACI SAINT-HONORÉ  
SIER CONSTRUCTEUR  
SNCF  
SNCF RÉSEAU  
SODEXO  
SOLVAY S.A.  
SPRINKLR  
SUEZ  
SYSTEMIS  
TECNET PARTICIPATIONS SARL  
TERÉGA  
THE BOSTON CONSULTING GROUP  
TILDER  
TOTAL  
UBS FRANCE  
VEOLIA  
VINCI  
VIVENDI  
VOYAGEURS DU MONDE  
WAVESTONE  
WENDEL  
WILLIS TOWERS WATSON  
WORDAPPEAL

SOUTIENNENT L'INSTITUT MONTAIGNE

# INSTITUT MONTAIGNE



## COMITÉ DIRECTEUR

### PRÉSIDENT

**Henri de Castries**

### VICE-PRÉSIDENTS

**David Azéma** Associé, Perella Weinberg Partners

**Jean-Dominique Senard** Président, Michelin

**Emmanuelle Barbara** *Managing Partner*, August Debouzy

**Marguerite Béard-Andrieu** Responsable des activités de la banque de détail en France, BNP Paribas

**Jean-Pierre Clamadieu** Président du Comité exécutif, Solvay

**Olivier Duhamel** Professeur émérite des Universités, Sciences Po

**Marwan Lahoud** Vice-président du conseil de surveillance, Idemia

**Fleur Pellerin** Fondatrice et CEO, Korelya Capital, ancienne ministre

**Natalie Rastoin** Directrice générale, Ogilvy France

**René Ricol** Associé fondateur, Ricol Lasteyrie Corporate Finance

**Arnaud Vaissié** Co-fondateur et Président-directeur général, International SOS

**Florence Verzelen** Directrice générale adjointe, Dassault Systèmes

**Philippe Wahl** Président-directeur général, Groupe La Poste

### PRÉSIDENT D'HONNEUR

**Claude Bébéar** Fondateur et Président d'honneur, AXA

# INSTITUT MONTAIGNE



IL N'EST DÉSIR PLUS NATUREL QUE LE DÉSIR DE CONNAISSANCE

## Le défi démographique : mythes et réalités

La question démographique est au cœur de toutes les grandes problématiques sociétales contemporaines : ressources, climat, conflits, migrations, urbanisation, croissance, éducation, emploi, retraites, santé... Sur chacune de ces dimensions, elle suscite fantasmes, interrogations et débats.

La présente note met en évidence les faits, les enjeux et les conséquences géopolitiques des évolutions démographiques qui se dessinent, alors que nous traversons une période inédite dans l'histoire humaine du point de vue de l'évolution de la population mondiale.

Ce document répond de manière factuelle à de nombreuses questions : comment évolueront l'Afrique, l'Europe, l'Asie au XXI<sup>e</sup> siècle ? La Terre saura-t-elle héberger les 11 milliards d'habitants prévus par l'ONU à horizon 2100 ? Comment la démographie impacte-t-elle, de façon directe ou indirecte, les conflits armés, les relations géopolitiques, ou encore les échanges culturels entre les continents ? Cette note a été rédigée, pour l'Institut Montaigne, par Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

Rejoignez-nous sur :



Suivez chaque semaine  
notre actualité en vous abonnant  
à notre newsletter sur :  
[www.institutmontaigne.org](http://www.institutmontaigne.org)

Institut Montaigne  
59, rue La Boétie - 75008 Paris  
Tél. +33 (0)1 53 89 05 60  
[www.institutmontaigne.org](http://www.institutmontaigne.org)

10 €  
ISSN 1771-6756  
Juillet 2018